

La Réforme Agraire

en

LITHUANIE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le Lundi 28 Juin 1937, à 17 h.

par

ANTANAS ČINIKAS

MEMBRES DU JURY

Président	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs	MARCHAL, agrégé.
	GUITTON, chargé de cours.

IMPRIMERIE V. IDOUX

NANCY-SAINT-NICOLAS-DE-PORT

1937

La Réforme Agraire

en

LITHUANIE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le Lundi 28 Juin 1937, à 17 h.

par

ANTANAS ČINIKAS

MEMBRES DU JURY

<i>Président</i>	}	MM. de MENTHON, professeur.
<i>Assesseurs</i> . . .		MARCHAL, agrégé.
		GUITTON, chargé de cours.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (✱, ☞, ☞ I).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (✱, ☞ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C ✱, ☞ I), MICHON (✱, ☞ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (✱, ☞ I).

ROLLAND (☞ I).

MOREL (✱, ☞ I).

GÉNY (C ✱, ☞ I).

RENARD (☞ I).

MICHON (✱, ☞ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☞ I), docteur en droit.

MM. SENN (✱, ☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

HENRY (✱, ☞ I), professeur de Droit criminel.

KRELL (☞ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☞ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☞ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☞ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞, ☞ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☞ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☞ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MON PAYS NATAL

A NOTRE FAMILLE

LIBRARY
MUSEUM OF
ART AND
ARCHITECTURE
NEW YORK

AVANT-PROPOS

Les frontières ethnographiques de la Lithuanie correspondent au bassin du Nemunas (Niémen) qui couvre une superficie de 84.618 km². La division politique ne coïncide pas avec les cadres naturels : la Lithuanie actuelle représente seulement 55.670 km² de cette superficie. La réforme agraire n'a pu être appliquée que sur une étendue de 53.219 km², car Klaipéda et ses environs sont autonomes.

La Lithuanie est un pays exclusivement agricole, puisque 86,01 % de sa population est localisée dans la région rurale et vit de la terre. Quant au reste des habitants, la plupart sont soit directement, soit indirectement rattachés à l'agriculture.

La majeure partie du pays est consacrée à la culture du seigle, du blé, de l'avoine, de l'orge, des pommes de terre, des betteraves... L'élevage des bêtes à cornes, des porcs, des chevaux est le plus important.

95 % de l'industrie sont représentés par des industries de transformation des produits agricoles : ici des moulins, des distilleries, des fabriques de levure, des raffineries de sucre, des laiteries, des usines pour la préparation et la conserve des viandes... Les produits laitiers et les viandes sont réputés.

Les conditions climatiques sont favorables à l'agriculture : la moyenne annuelle de la température est 6,5° C. et la hauteur moyenne des pluies de 650 mm.

Le sous-sol n'est pas riche. Avant guerre il n'était, pour ainsi dire, pas exploité.

La question de la réforme agraire était et reste d'une importance capitale, car de sa solution dépend l'avenir économique et intellectuel du pays.

Il y a 2 textes essentiels : la « Loi introductive de la réforme agraire relative à l'expropriation des bois, marécages, eaux et terres acquises par privilèges » du 18 Août 1920 et la « Loi agraire » fondamentale du 3 Avril 1922, en abrégé, loi introductive et loi agraire.

La loi du 3 Avril 1922 concerne : le partage des terres, la division des villages en exploitations autonomes et la liquidation des servitudes et paturages en commun. Je m'attacherai dans cette thèse au premier point, les deux autres étant moins caractéristiques et surtout encore loin d'être réalisés. Ce n'est donc que d'une partie de la réforme agraire dont je parlerai, la seule d'ailleurs dont l'application se trouve à peu près terminée.

Je serai obligé de faire quelques rappels historiques afin que les causes, les déroulements de la réforme et les perspectives d'avenir soient clairs à des non-Lithuaniens.

Les lois sont promulguées au Journal Officiel. On peut les trouver aisément avec la date de leur promulgation. C'est pourquoi je n'ai pas jugé nécessaire d'indiquer chaque fois le numéro du Journal Officiel, ni la référence de chaque texte : la clarté n'y aurait rien gagné.

Je pense également qu'il n'est pas indispensable de mentionner au cours de cette thèse les références exactes aux ouvrages qui ont été utilisés, car la bibliographie les énumère.

A la fin de chaque chapitre un bref résumé en rappellera l'essentiel quoique ceci présente un écueil, celui de se répéter.

Nous verrons successivement :

- CHAPITRE I les causes de la réforme agraire,
 - CHAPITRE II les lois et travaux préparatoires de la réforme agraire,
 - CHAPITRE III les organes compétents,
 - CHAPITRE IV l'expropriation des biens immobiliers,
 - CHAPITRE V l'indemnité accordée pour les biens immobiliers expropriés,
 - CHAPITRE VI le partage des terres,
 - CHAPITRE VII les crédits aux bénéficiaires de la réforme agraire,
 - CHAPITRE VIII quelques observations sur la loi agraire.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547411_0040

CHAPITRE I

LES CAUSES DE LA RÉFORME AGRAIRE

SECTION I. — GÉNÉRALITÉS.

Les causes de la réforme agraire sont d'ordre économique, social, politique, juridique, militaire, psychologique et financier. Je m'arrêterai brièvement sur chacune d'elles.

Il me semble que la cause économique devrait être la plus importante de toutes. Afin de la dégager, il faut comparer la grande culture avec la petite.

Pour départager la grande et la petite culture, il faut considérer la superficie cultivée. Si cette surface varie dans chaque pays selon la fertilité du sol et l'emplacement, la détermination de la grande et de la petite culture sera suffisamment précise. Les autres bases de détermination sont trop instables et pratiquement difficilement réalisables.

On ne peut pas comparer le travail industriel au travail de la terre, ce dernier étant intimement lié à la nature. La machine dans l'industrie n'est pas comparable à la machine dans la culture : la fabrication d'un couteau

demandait bien plus de temps dans l'antiquité, tandis que le blé demande toujours le même temps jusqu'au fauchage; à l'aide de la machine le cordonnier fait cinq fois plus de chaussures' tandis que le cultivateur n'arrive pas à tirer à la fois de la même vache cinq veaux; le travail industriel est continu, tandis que le travail agricole est intermittent; la spécialisation poussée à l'extrême est possible et même très utile dans l'industrie, dans la culture elle est moins opportune; la surveillance peut être facilement organisée dans l'industrie, quand dans la culture elle ne peut être que partielle.

L'utilité de la machine est-elle supérieure dans la grande culture que dans la petite ? Prenons comme exemple une faucheuse. Elle ne pourra pas être employée constamment aussi bien dans l'une que dans l'autre. Son utilité sera la même dans les deux cas : soit qu'il s'agisse des bordures de champs, des différences de terrains, des pierres, de la couche labourable, etc. Pour la petite comme pour la grande culture la machine exige la même main d'œuvre. Rimka (A) est arrivé à la conclusion que toutes les machines agricoles conviennent également dans des cultures de différente importance pour relever leur rapport net à condition que les particularités de l'exploitation rurale ou de la nature s'y prêtent.

La grande culture aura tendance à demander plus de travail mécanique et moins de travail humain. En premier lieu la culture des céréales. La grande culture permet-elle proportionnellement de cultiver davantage ? Il ne le semble pas. La cause en est que dans la grande culture on n'élève, ni entretient le nombre nécessaire d'animaux et qu'on n'a pas la quantité suffisante de fumier. Il faut se procurer des engrais artificiels, lesquels, de l'avis des agronomes, dans les cas les plus favorables ne remplacent pas les engrais naturels. Des faits le démontrent : elles ont rarement de la paille en excès, tandis

qu'elles manquent de fumier. La grande exploitation pourrait peut-être se vanter de son élevage de moutons, mais là aussi l'Amérique du Sud avec ses splendides pâturages reste en arrière, si on compare avec le Danemark, dont les pâturages sont ordinaires et peu étendus. On ne peut pas imaginer l'élevage d'une bête et d'une bonne bête sans « amour ». Il paraît évident que seul le propriétaire de la bête sera capable de cet « amour ».

La question du travail humain se résout différemment dans la grande et la petite culture. La grande culture a besoin d'un grand nombre de salariés suffisant pour apporter l'aide nécessaire dans les travaux ruraux saisonniers. Le premier trimestre ils doivent travailler intensivement, le deuxième ils travaillent moins, le troisième ils sont plus ou moins libres et le quatrième ils n'ont pour ainsi dire rien à faire. Le journalier ne reviendra pas moins cher, s'il n'existe pas de petites cultures dans les environs. Il en résulte qu'il faut ou embaucher pour toute l'année, ou payer suffisamment pour que l'ouvrier puisse vivre pendant la période où il est obligé de chômer. Donc, il faut payer cher et par là augmenter le prix de revient, ou bien perdre du rendement et ce sera encore, quoique d'une autre façon, augmenter le prix de revient. Il en va tout à fait autrement pour un homme libre dans la petite culture : à l'aide de sa famille il assure sa petite culture, s'impose en pleine saison un travail plus intensif, se repose mieux pendant la morte-saison. Il exécutera n'importe quel travail mieux et avec plus de zèle qu'un salarié qui ne cherche qu'à terminer sa journée en se donnant le moins de peine possible et toucher son salaire.

La grande culture diffère de la petite au point de vue de la surveillance du travail. Dans la petite culture la question ne se pose pas, dans l'industrie elle peut être bien organisée et dans la grande exploitation on ne voit

pas la possibilité de l'organiser plus rationnellement. Même en préposant un surveillant auprès de chaque ouvrier on ne le priverait pas de la possibilité de ne pas s'acquitter convenablement de son travail.

La grande et la petite culture se différencient du fait même de leur étendue. Pour cultiver l'une comme l'autre on doit se déplacer et transporter. Mettons deux cultures — l'une d'une étendue de 20 hectares et l'autre de 200 hectares. Admettons que pour arriver à pied au bout de la première il faille dix minutes, il en faudra près de 1 h. 30 pour parcourir de la même manière la seconde. Dans le transport des céréales, du fumier ces pertes de temps se répètent des centaines de fois. L'intensité du travail est ainsi sensiblement plus grande dans la petite culture que dans la grande.

Il ne reste donc pas beaucoup de reproches à faire à la petite culture. Il me semble qu'on pourrait en formuler deux :

1) la petite culture exige proportionnellement plus de locaux et d'autres installations que la grande ;

2) la petite culture fait monter sans raison le prix de la terre et diminue le salaire de l'ouvrier rural du fait qu'elle n'incorpore pas son propre travail dans les frais généraux.

On a dit encore : la petite culture obtient plus difficilement des crédits, elle achète plus cher et vend meilleur marché, elle ne possède pas de cadres techniques spécialisés et ignore la division du travail. Tout cela n'est pas fondé, car à côté de la petite culture fonctionne la coopération sous toutes ses formes. Grâce à la coopération la petite culture obtient des crédits aussi facilement que la grande, n'achète pas plus cher et ne vend pas meilleur marché, on peut former aisément des cadres techniques spécialisés, quant à la division du travail dans la culture elle est moins importante. La machine agri-

cole travaille avec un rendement égal que ce soit dans plusieurs petites cultures ou dans une grande. La petite culture est supérieure à la grande au point de vue de l'élevage, de l'aviculture, de l'horticulture, du jardinage, de l'adaptation aux conditions naturelles, de la question du travail salarié, de la surveillance des ouvriers, du temps nécessaire aux déplacements et surtout parce que le paysan se sentira son propre chef, même sur une terre exiguë et jouira des fruits de son travail.

Rimka (A.) démontre qu'à proportions égales la petite culture fait vivre environ cinq fois plus de personnes que la grande culture et que son revenu net est double ou même plus que double. Ces données ont été obtenues en observant la situation d'une série de grandes exploitations agricoles avant et après leur morcellement. En Belgique, Vliebergh (E.) a constaté que la prospérité de ce pays augmentait avec le développement de la petite culture. Il dit plus loin qu'on a recueilli en Suisse des renseignements sur les dépôts en banque et qu'il a été constaté que l'épargne par hectare est supérieure dans les petites exploitations à ce qu'elle est dans les grandes; la richesse d'une nation doit donc s'accroître avec plus de rapidité dans les pays où domine le régime de la petite culture que dans ceux où la grande est plus répandue.

En fait, on vérifie également la supériorité de la petite exploitation. Les grandes exploitations ont été généralement constituées et maintenues grâce aux privilèges accordés par les gouvernements à une seule classe sociale (à remarquer surtout la Russie et l'Autriche-Hongrie d'avant guerre), ceux-ci avaient des crédits, achetaient à bon compte et vendaient cher, avaient des agronomes, de la meilleure terre pendant qu'en Lithuanie, en Allemagne, en Roumanie, en Bulgarie . . . , les petites exploitations prospéraient au détriment des grandes.

Le motif économique de la réforme agraire paraît bien établi. Après guerre un très grand nombre d'Etats ont appliqué la réforme agraire, reconnaissant par là la supériorité de la petite culture sur la grande. Certains Etats fixaient à la petite exploitation une superficie maxima de 8 hectares, d'autres 10 hectares, d'autres encore 14 hectares, etc. Ces lots étaient donnés, à de rares exceptions près, en propriété à ceux qui ne possédaient que peu de terre ou qui n'en possédaient pas du tout. De cette façon aux avantages généraux de la petite culture s'ajoutaient ceux tenant à l'exploitation par le propriétaire lui-même.

Au cours de l'histoire l'habitant rural a supporté beaucoup d'injustices : ici l'accaparement de la terre par les conquérants, là l'extension de la puissance des riches propriétaires fonciers obligeant le paysan à leur abandonner de lui-même sa terre, l'accaparement sous prétexte que les grands magnats en avaient besoin, etc. Beaucoup de ces injustices ont été oubliées, mais on se souvient encore d'une bonne partie d'entre elles.

Durant des siècles le paysan ne possédait ni terre, ni liberté. Pour les acquérir il a lutté. L'Allemagne a connu des soulèvements sanglants de paysans au 16^e siècle, la Russie au 17^e, la France au 18^e, l'Autriche au 19^e. En Russie, ils se prolongèrent pendant deux siècles. Vauters (A.) en compte seulement de 1861 à nos jours près de 2.000.

D'une part les grands seigneurs possédaient des centaines de milliers d'hectares, d'autre part les paysans sans aucune ressource présentaient une inégalité sociale flagrante. Les grands propriétaires terriens développaient sciemment la culture extensive et louaient cher les terrains labourés. Ce faisant ils en diminuaient volontairement l'offre et, la surveillance étant relâchée, ils

gagnaient en même temps sur la terre qui n'était pas louée.

Au 20^e siècle les grands propriétaires sont encore bien puissants. En Autriche ils possèdent 45,70 % du sol, en Roumanie 44,90 %, en Pologne 44,80 %, en Tchécoslovaquie 37 % et ainsi de suite. Dans certains pays apparurent dans la culture le marchandage et les trusts de fermiers. Le tableau d'injustice sociale apparaît alors tout à fait insupportable. La lutte contre la minorité sociale possédante doit obligatoirement revêtir une forme quelconque : ou celle d'un soulèvement sanglant, ou le mode pacifique d'une réforme agraire. Les chefs de gouvernements s'efforcèrent d'éviter à temps les malheurs semblables à ceux des 16^e et 19^e siècles et s'apprêtèrent à appliquer la réforme agraire dans leurs pays. Ce motif social de réalisation de la réforme agraire a été un des plus importants.

En Europe, après la guerre, les formes de gouvernements démocratiques se sont répandues. Le droit de suffrage universel et égal pour tous permettait à l'électeur de dicter sa volonté à son élu. Grâce à la démocratie, les idées sur le droit naturel se sont évadées du domaine de la théorie pour passer dans la vie pratique. Elles se sont aussi affranchies des efforts philanthropiques isolés (ceci est d'autant plus vrai que la réforme agraire n'est pas qu'un simple partage des terre) quoique la démocratie, telle que nous la comprenons actuellement, n'ait pu appliquer tout son programme; mais il valait mieux cependant n'en réaliser qu'une partie que de s'abstenir.

Pendant la guerre l'Autriche-Hongrie, état englobant cinq nations, s'est effondrée. Les pays, dont la population n'était pas russe, se sont séparés de la Russie. L'attention a été détournée par la question nationale. Dans certains pays le patriotisme était poussé à l'extrême. En Pologne, selon Vauters (A.), il dépasse toutes limites.

La réforme agraire a été simplement un moyen de renforcer l'élément national. Elle n'était donc poursuivie que dans la mesure où le renforcement de l'élément polonais l'exigeait. Voici quelques chiffres. L'étendue totale de terre cultivée est en Pologne de 30.340.669 hectares. 13.592.619 hectares ou 44,80 % de cette superficie sont entre les mains des gros propriétaires fonciers. De ces 13.592.619 hectares 1.454.364 hectares seulement ont été expropriés et partagés à la suite de la réforme agraire, c'est-à-dire 10,7 % du total des terres appartenant aux grands propriétaires terriens. En y ajoutant les terres de l'Etat qui ont été distribuées par la réforme agraire, le pourcentage s'élève de 10,7 % à 16,10 %. Si nous nous rappelons qu'il existait de grands propriétaires étrangers à qui l'on appliquait la loi agraire d'une façon particulièrement stricte pour la même raison nationale, quelques personnes qui sincèrement ou par calcul ont abandonné dans une certaine mesure leurs terres et les puissants majorats russes — il faut reconnaître qu'il n'y a pas eu en Pologne de sérieuse réforme agraire, sauf en Ukraine où la colonisation militaire a été organisée d'une façon spéciale par la loi du 17 Décembre 1920 qui ni vise que sa « polonisation » définitive.

Après guerre le bolchevisme s'est installé en Russie. La révolution agraire accomplie par elle a influencé ses voisins proches et lointains, d'autant plus que l'incendie de la guerre n'était encore pas éteint et que les peuples étaient dans un état d'effervescence continu. Il leur était facile, sous la direction d'anciens combattants, de fomenter des troubles dans les pays. Cependant toutes les autres nations ont évité le bolchevisme.

Donc, la démocratie, les aspirations nationales et enfin la crainte du bolchevisme constituent les motifs politiques de la réforme agraire.

Il ne faudrait pas oublier les motifs juridiques, militaires, psychologiques et financiers. En Yougoslavie et en Roumanie la diversité dans le régime foncier fut le facteur juridique qui détermina, d'une façon évidente, la réforme agraire. Quant au motif d'ordre militaire, c'est la volonté de s'acquitter envers ceux qui ont contribué à assurer la victoire. Ceux qui n'ont pas appliqué chez eux la réforme agraire, projetaient de s'acquitter par de l'argent. Voire la France et l'Angleterre. Le motif psychologique de la réforme agraire est dans l'élévation du niveau culturel de l'humanité. Le villageois est plus cultivé, il se rend compte de sa propre valeur, il exige qu'on ne le considère pas en inférieur, il devient ambitieux. Les ouvriers des villes sont parmi les mieux placés pour s'apercevoir de tout cela et pour défendre leurs intérêts. Enfin, comme motif financier, on admettait que la réforme agraire améliorerait la situation financière du pays : les forêts, sous la surveillance de l'Etat, seraient mieux exploitées et le fisc aurait des ressources plus importantes, les terres, sous la forme de la petite exploitation, seraient plus productives et sur les gouvernements ne pèserait pas la charge du chômage.

SECTION II. — EN LITHUANIE.

Les conditions de la culture sont sensiblement les mêmes en Lithuanie que dans les autres pays agricoles d'Europe. Ici, comme ailleurs, la petite culture est plus productive que la grande. Cependant en Lithuanie la supériorité de la petite culture s'explique de plus par des raisons spécifiques. Je voudrais ici les rappeler.

La machine agricole convient aussi bien à la grande qu'à la petite culture. Mais s'il y a insuffisamment de machines, la production de la grande exploitation en souffrira plus que celle de la petite. Et cela se vérifie

encore actuellement. Il n'est pas nécessaire que l'acquisition de la machine soit impossible, mais il suffit que cette acquisition ne soit pas rationnelle. Premièrement il a été décidé d'entreprendre l'assèchement des terres basses, l'enlèvement des pierres et des broussailles, le morcellement des villages en petites exploitations autonomes, la construction des routes, de faire comprendre à la vieille génération rurale que ses anciennes méthodes de culture ne sont pas économiques et de préparer la jeune génération, par des cours et des écoles spéciales, afin qu'ayant les moyens d'acheter des machines, ils puissent aussi s'en servir. Le gouvernement s'abstient encore dans une certaine mesure d'imposer dans la culture les machines agricoles modernes.

La nature de la surface de la terre ainsi que la profondeur de la couche labourable sont très variables. Même dans une exploitation de 20 hectares un endroit convient à une céréale, l'autre à une céréale différente et le troisième exige beaucoup d'engrais et récompense chichement le cultivateur. Un terrain doit être travaillé d'une façon, l'autre d'une façon contraire. Il est difficile de trouver une méthode-type, et l'expérience des réalités se moque souvent des agronomes. Avant la crise économique de 1929, tout le pays écoutait de confiance les nombreux conseils d'agronomes, essayait de les appliquer, et les cultivateurs ont payé chèrement leur amour du lucre. Maintenant, le paysan écoute avec plus de réserve les conseils gratuits des agronomes, non pas parce que ces conseils sont mauvais en général, mais parce qu'ils ne conviennent pas à la totalité de son exploitation et parfois même lui nuisent. Le petit cultivateur connaît bien lui-même chaque mètre carré de son terrain. Il convient donc d'appliquer les connaissances agronomiques générales avec beaucoup de circonspection. C'est ici qu'on peut se demander : le grand exploitant terrien peut-il

connaître en détail la fertilité des terres exploitées ? Peut-il bien cultiver à l'aide de la main d'œuvre salariée 500, 1.000, 10.000 hectares ? La réponse paraît claire. Dans une grande exploitation, selon l'endroit, la récolte est abondante, ou faible, ou même nulle, et ainsi celui qui exploite en grand vit proportionnellement beaucoup moins bien que le petit exploitant. Donc la petite culture est pour cette raison bien plus avantageuse que la grande. Sa conduite sous l'impulsion directe de son propriétaire est empreinte de plus d'expérience, de plus de stabilité et de plus de zèle dans le travail, et précisément d'après la loi de réforme agraire la petite culture est cédée en propriété privée.

Pour un petit pays, qui doit s'adapter aux exigences des marchés mondiaux, la petite culture est plus comode que la grande, car elle se prête plus facilement à l'orientation dans une nouvelle branche de la production. Pendant les quelques années de son existence indépendante, la Lithuanie a été obligé de procéder à un changement radical et quelques changement secondaires dans l'orientation de sa production.

Aux raisons spécifiques de la supériorité de la petite exploitation on peut ajouter le fait que les grandes exploitations étaient mal régies en Lithuanie. Plus la propriété était grande, plus son exploitation était mauvaise. Il y avait deux causes à cet état de choses : les grands propriétaires lithuaniens possédaient trop de terres et avaient trop de privilèges.

Le motif économique de la supériorité de la petite exploitation sur la grande en général et spécialement en Lithuanie était la cause fondamentale de l'application de la réforme agraire. Au deuxième rang vient le motif social.

La concentration terrienne commence au 16^e siècle. Au temps du servage la terre avait été peu à peu enlevée

aux villageois jusqu'au dernier mètre carré. Les seigneurs en avaient besoin. Dès 1795, après la conquête de la Lithuanie, la politique de la Russie a encore contribué à la concentration terrienne. Les soulèvements ultérieurs en fournirent de bonnes occasions. Il faut reconnaître d'ailleurs que les Russes les ont exploités avec beaucoup de zèle.

En 1864, le servage est aboli. Les seigneurs ont été privés de leurs serfs qui, pendant des longues années, leur remplacèrent la machine et la bête de somme. Il leur resta seulement... de vastes champs, des palais dignes d'admiration, de bonnes dépendances et des poches pleines d'argent. Mais des herbes sauvages poussent dans les vastes champs, les palais sont déserts, les dépendances vides sont peu hospitalières, l'argent a vite fait de fondre. Les travaux des champs sont étrangers aux seigneurs, ils n'en ont pas la moindre notion. L'ancien genre de vie est entré dans les mœurs, tandis que les conditions de vie ont changé. Les champs éloignés cessent d'être cultivés, l'éclat des palais se ternit, les locaux se vident de leur contenu, de l'avis des seigneurs l'argent rentre trop rarement.

Les ventes de terres seigneuriales commencent. L'ancien serf les achète. Les terres des seigneuries diminuent de jour en jour. Au moment de l'application de la loi sur la réforme agraire il n'en restait plus que 33,52 % de la superficie totale.

Les grands propriétaires fonciers ne constituaient que 0,32 % de tous les habitants. En même temps 17,26 % des habitants ruraux ne possédaient pas de terre et 8,42 % possédaient 0,27 % de toute la terre. Il en résulte que 0,32 % de la population jouissait de 33,52 % de la terre et 25,68 % de 0,27 % seulement. Cette inégalité sociale est devenue encore plus apparente quand les militaires, les réfugiés de la guerre et les exilés

sont revenus de Russie et quand l'émigration a été restreinte. Tout le monde devait se serrer un petit peu chez soi. L'inégalité sociale était trop profonde et les nécessités trop pressantes pour qu'on puisse se permettre une solution facile : c'est le principe de la propriété privée qui l'exige. Si un bon principe aboutit à une trop profonde inégalité sociale, on peut être amené à douter de son infaillibilité (et en général le libéralisme de nos jours est bien limité). N'aurait-on pu attendre que la paix sociale survienne d'elle-même étant donné que l'étendue des grandes propriétés terriennes diminuait tous les ans ? Il fallait justement pour cette raison accélérer la réforme agraire : accélérer ce qui se développe d'une façon naturelle et détruire ce qui a été érigé artificiellement.

Lorsque la réforme agraire est intervenue, il existait une étendue considérable de grandes propriétés : ici 34.828 hectares, 28.859 hectares, là 21.222 hectares, 20.686 hectares, etc. Si pour les économistes le motif économique de la réalisation de la réforme agraire était de première importance, pour le peuple en premier lieu se posait la raison sociale, la lutte contre une minorité sociale.

Le renforcement de la démocratie fut aussi un facteur important de la réalisation de la réforme agraire. Tous les partis politiques étaient du même avis : la réforme agraire est indispensable. Des divergences ne sont apparues que dans l'élaboration du plan d'application.

12,93 % seulement de la superficie des grandes propriétés appartenaient aux lithuaniens. Les Polonais en possédaient 66,36 %, les Russes 9,99 %, les Allemands 6,38 %, les Juifs 2,00 %, le reste appartenait à des propriétaires d'autres nationalités. Les étrangers regardaient les Lithuaniens avec mépris. Quand ces derniers luttèrent pour leur pays, ils restaient indifférents et les

grands propriétaires terriens polonais agissaient directement ou indirectement contre l'indépendance de la Lithuanie. Il ne fallait donc pas s'attendre à de la reconnaissance.

A l'est agissaient les idées communistes. Elles ont été en partie importées en Lithuanie par les Lithuaniens rentrés de Russie. En 1919 les bolcheviks ont envahi le pays et ont commencé à appuyer leurs idées par des arguments frappants. C'est pourquoi le motif politique de la réforme agraire était assez important.

L'image de l'ancienne seigneurie ne s'était pas encore effacée de la mémoire du paysan. Il se souvient encore comment sa mère ou sa grand-mère n'ont pu éviter jus *prima noctis*, comment son seigneur a perdu aux cartes ou en menant joyeuse vie sa seigneurie avec tous ses serfs, comment il a échangé une autre seigneurie, terres et population contre un chien de chasse, comment le prévôt de la seigneurie a compté consciencieusement à chaque serf 25 coups de verge, etc. Pour lui, son pays c'est : la mesure enfumée avec un petit lopin de terre, la mauvaise nourriture, le pauvre habillement, et les palais luxueux de son seigneur, les champs s'étendant à perte de vue, les habits magnifiques qu'il ne pouvait même pas imaginer en rêve, car dès le chant du coq il allait servir au château.

Les offenses qui lui ont été faites par son seigneur sont encore vivantes dans sa mémoire. Il suffit du moindre mouvement pour que les paysans se lancent vers la seigneurie pour exterminer ses propriétaires. C'est état d'esprit vis-à-vis des seigneuries rendait nécessaire l'application immédiate de la réforme agraire. Mais maintenant, la réforme agraire appliquée, le paysan n'est pas encore satisfait, car il croit que les anciens seigneurs possèdent encore plus de terres qu'ils ne le méritent.

Après guerre la réforme agraire a été appliquée dans plusieurs Etats et non sans motifs. Ces motifs pour la réalisation de la réforme agraire étaient plus ou moins importants et tenaient plus ou moins des domaines économique, social, politique, juridique, militaire ou psychologique.

Parmi les motifs de l'application de la réforme agraire en Lithuanie, les motifs économique et social occupent les places les plus importantes. Il faut encore ajouter que l'idée de la réforme agraire n'est pas née en Lithuanie pendant ou immédiatement après guerre. Au 19^e siècle cette question a été souvent soulevée dans la presse et tous les grands rassemblements s'en réclamaient. Après guerre et après les guerres de l'indépendance de la Lithuanie 1918-1920, il ne restait plus, en somme, à résoudre que le problème de l'application technique de la réforme.

Si en général on peut définir la grande propriété foncière celle où les propriétaires doivent s'adjoindre pour l'exploitation de leurs terres des régisseurs, en Lithuanie on a considéré d'après la loi agraire que c'était le cas à partir de 80 puis 150 ha.

CHAPITRE II

LES LOIS ET TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA RÉFORME AGRAIRE

SECTION I. — LOIS PRÉPARATOIRES.

Les grands propriétaires terriens sentirent qu'ils n'arriveraient pas à éviter l'application de la réforme agraire. Ils se mirent à vendre leurs terres, à se les départager, les partager, etc... L'Etat a été obligé d'édicter une série de lois préparatoires de la réforme agraire. Je vais les énumérer dans l'ordre chronologique.

Le 29 Décembre 1918 paraît le « Décret du Gouvernement Provisoire sur les majorats ». D'après ce décret l'Etat exproprie à son profit tous les majorats et tous les biens qui leur appartiennent.

Le 16 Janvier 1919 est édictée la « Loi provisoire sur la nationalité lithuanienne ». Suivant le paragraphe 5 de cette loi sont expropriées les terres des anciens colons russes, installés en Lithuanie par les anciennes banques gouvernementales après 1904. Le Trésor rembourse aux colons les sommes qu'ils ont payées pour leurs terres.

Le 26 Juillet 1919 est promulguée la « Loi sur les terres de la Banque Foncière des Paysans ». Toutes les terres appartenant à la Banque et non partagées deviennent la propriété de l'Etat (cette banque avait pour but de favoriser l'acquisition de terres lithuaniennes par les russes).

Le 28 Août 1919 est promulguée la « Loi sur les églises, les terres et autres biens ecclésiastiques confisqués par le gouvernement russe ». Toutes les églises et tous les couvents, leurs terres, bois, eaux, maisons, moulins, capitaux et autres biens mobiliers et immobiliers qui ont été séquestrés, confisqués ou simplement pris par le gouvernement russe, sont confiés à la tutelle du gouvernement jusqu'à ce que le Parlement se prononce en définitive sur leur sort.

Le 2 Juillet 1920 est rendue la « Loi sur la cession, l'acquisition et l'hypothèque des terres ». Il est interdit aux propriétaires terriens possédant plus de 70 hectares de terres de les vendre, échanger, donner ou céder de toute autre façon, par lots ou en bloc, sans permission spéciale — exception faite pour l'acquisition par voie héréditaire et dans les cas où la terre hypothéquée avant le 1^{er} Septembre 1914 est vendue par liquidation judiciaire.

Le 18 Août 1920 paraît la « Loi introductive de la réforme agraire relative à l'expropriation des bois, marécages, eaux et terres acquises par privilège ». Suivant cette loi sont expropriés :

- 1) les bois de plus de 25 hectares;
- 2) les marécages et tourbières;
- 3) les eaux stagnantes ou courantes;
- 4) les biens du sous-sol, les sources thermales et les étendues nécessaires à leur exploitation;
- 5) les majorats et les grandes propriétés acquises par d'autres privilèges exceptionnels.

L'expropriation des biens indiqués dans les trois premiers points ne concerne pas les biens des villes, des bourgs, des villages, les biens appartenant à des particuliers ne possédant pas plus de 70 hectares, ni ceux des associations professionnelles qui se servent de ces biens pour les besoins vitaux de leurs membres. Exception faite des marécages quand l'assèchement de ces derniers est nécessaire au drainage de la terre ou à la santé des habitants. Cette loi ne concerne pas les emplacements soumis aux servitudes ou autres droits de jouissance des habitants.

Le paragraphe 3 de la présente loi dit que la terre et les autres biens sont considérés comme expropriés dès l'instant que notification en est faite au propriétaire ou à la personne en possession effective de ces biens. Tant que cette notification ne leur est pas remise, ils jouissent de tous les droits sauf du droit de cession, d'hypothèque ou de fermage, puisque ce droit appartient à l'Etat du jour de la promulgation de la loi. Donc il y a lieu de distinguer deux moments dans l'expropriation : juridiquement elle a lieu à la date de la promulgation de la loi, mais n'est réalisée que au jour de la prise en possession effective.

Le 26 Août 1920 est édictée la « Loi assurant de la terre aux militaires ». Elle prévoit la distribution de terres aux militaires qui n'en possèdent pas ou peu et qui ont été mobilisés ou engagés volontaires, et ont servi loyalement jusqu'à l'armistice ou la démobilisation et qui n'ont pas été puni par le Tribunal. Les droits des combattants, tués pendant la guerre ou morts des causes inhérentes au service militaire, sont transmissibles à leurs enfants ou épouse ou, à l'absence de ces derniers, à leurs parents. Ils obtiennent de 8 à 20 hectares. A cet effet seront prises les terres appartenant à l'Etat et des terres privées dans

les proportions suivantes : de 300 hectares à 800 hectares jusqu'à 15 %, au-dessus de 800 hectares jusqu'à 30 %.

Le 5 Novembre 1920 est promulguée la « Loi sur les conditions d'utilisation par les propriétaires privés ». Les exploitations supérieures à 70 hectares et que les propriétaires privés ou les fermiers n'exploitent pas personnellement sont prises avec tous les biens qui en dépendent sous la tutelle de l'Etat. Le Ministère de l'Agriculture est chargé de la gestion de ces biens immobiliers de l'Etat. Leur sort sera tranché par la loi fondamentale sur la réforme agraire.

Je ne mentionne pas les lois et décrets préparatoires secondaires me bornant à l'énumération ci-dessus.

SECTION II. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.

La préparation de la loi sur la réforme agraire n'était pas facile. S'il existait des pays qui avaient déjà appliqué des réformes agraires analogues, leurs conditions de vie différaient des nôtres. Les archives et les registres cadastraux ont disparu ou ont été détruit pendant la guerre. Il existait dans le pays une douzaine de partis politiques, dont chacun voulait faire triompher son propre programme. Ensuite il ne fallait pas oublier la dignité obligatoire pour des petits Etats et empêcher que le grand voisin ne trouve pas comme d'habitude que son « grand intérêt » est de ne pas négliger en ce qui le concerne les « petits intérêts » du petit pays.

Déjà le 1^{er} Décembre 1918 avait été constituée la Commission de la Réforme Agraire, qui était chargée de la préparation de la loi sur la réforme agraire. Plus tard elle fut remaniée. Elle s'adressa à tous les partis politiques leur demandant leur avis sur le principe de la réforme agraire, elle recueillit des renseignements sur le nombre

de citoyens ne possédant que peu de terres ou pas du tout, sur le nombre ceux qui voulaient obtenir de la terre, dans le but d'étudier les réformes agraires elle délégua de ses membres dans les autres pays qui ont pu suivre ainsi sur place les travaux de la réforme agraire. Puis elle prépara la loi elle-même sur la réforme agraire.

L'été 1920 le projet de loi sur la réforme agraire était prêt. La loi fut votée le ~~23~~ **23 Avril 1922**. Le Parlement n'a pas modifié les parties essentielles du projet. Cette loi avec des compléments et des modifications est en vigueur maintenant encore.

Le but de la réforme agraire s'énonce comme suit :
« La loi sur la réforme agraire est promulguée dans le but de fournir de la terre aux petits propriétaires fonciers, aux personnes ne possédant pas de terre, d'organiser la possession des immeubles fonciers de manière à créer des conditions favorables à l'agriculture et en premier lieu permettant d'établir de petites et moyennes propriétés rurales et de transférer à l'Etat le droit de propriété des terres dont l'exploitation et le maintien peuvent être mieux réalisés par l'Etat que par les propriétaires privés ».

La première partie du programme agraire était donc l'expropriation des terres, et la deuxième celle des bois, des richesses du sous-sol et des eaux.

*
**

Les lois préparatoires avaient pour but de sauvegarder les biens immobiliers visés par la réforme agraire et préparer le terrain à la loi fondamentale sur la réforme.

Ces lois naissaient au fur et à mesure des nécessités. La plus importante est la « Loi introductive à la loi agraire ».

La préparation de la loi fondamentale a présenté des difficultés. On a mis plus de trois ans à l'élaborer. Cette loi, semble-t-il, a été sérieusement étudiée, mais on n'a pu éviter de nombreuses modifications et adjonctions ultérieures, dispositions qui d'ailleurs, comme nous le verrons plus tard, ne furent pas toujours rationnelles, ni dictées seulement par l'intérêt général.

CHAPITRE III

LES ORGANES COMPÉTENTS POUR L'APPLICATION DE LA RÉFORME

SECTION I. — LES ORGANES CENTRAUX.

Dans le pays, où était appliquée la réforme agraire, on a créé à cet effet ou des Ministères spéciaux, ou bien le travail a été confié à des organes créés parallèlement aux services existants, ou encore aux services existant eux-mêmes.

La Lithuanie n'a pas créé de nouveaux Ministères par raison d'économie. Les organes existant déjà étaient suffisamment occupés par les affaires courantes. On a adopté une solution intermédiaire, et il a été constitué auprès du Ministère de l'Agriculture et dépendant du Ministre un organe central chargé de la mise en œuvre de la réforme l'Office de la Réforme Agraire et en province les Ordonnateurs des Terres.

L'Office de la Réforme Agraire se compose d'un Président et quatre membres. Les quatre membres sont les quatre Directeurs des quatre départements suivants : de la Réforme Agraire, de la Coordination Terrienne, de la Comptabilité de l'Office de la Réforme Agraire et des

Forêts. La pratique n'a pas été conforme à l'esprit de la loi, car le Directeur du Département des Forêts ne participe pas aux travaux de l'Office de la Réforme Agraire. La cause de cette abstention est très simple : aucun paragraphe de la loi ne précise formellement que le Directeur des Forêts soit membre de l'Office de la Réforme Agraire. A vrai dire, la question de sa participation ou de son abstention ne présente d'autre intérêt que celui de le soumettre ou au contraire le soustraire à l'autorité du Président de l'Office de la Réforme Agraire.

En fait le Département des Forêts participe aux travaux de la Réforme Agraire : il administre les bois, marécages, tourbières et eaux expropriées. L'Office de la Réforme Agraire se compose donc de son Président et des trois Directeurs des Départements.

Le Ministre de l'Agriculture est chargé d'appliquer la réforme agraire. Il est seul compétent. La compétence de l'Office de la Réforme Agraire ne dépasse pas les limites fixées par le Ministre de l'Agriculture. En réalité, elle est assez étendue. Il est confié à sa compétence :

- 1) l'élaboration d'un plan de travaux annuels et périodiques;
- 2) la prise en possession effective par l'Etat des terres expropriées;
- 3) l'administration des biens de l'Etat et la tutelle des biens privés dans la mesure où cette tutelle est donnée par les lois au Ministère de l'Agriculture;
- 4) la fourniture des terres aux militaires, à ceux qui n'en possèdent que peu ou pas du tout;
- 5) l'organisation de l'emploi des biens de l'Etat pour réaliser les différents buts de la réforme agraire;
- 6) les travaux d'organisation terrienne;
- 7) les travaux d'arpentage;
- 8) les travaux de drainage;
- 9) la construction rurale;

10) l'évaluation des biens acquis par expropriation ou autrement dans le but de la réforme, la détermination des paiements de rachat et les sommes à payer pour les biens expropriés;

11) la cession des terres et le contrôle des conditions de cession;

12) la question des avances de crédit à ceux qui ont obtenu de la terre;

13) les questions de perception des paiements de rachat et l'acquittement envers les anciens propriétaires;

14) les autres travaux liés à l'exécution de la réforme agraire.

L'étude de toutes ces questions est répartie entre les trois Départements mentionnés. Le Département de la Réforme Agraire exproprie les terres, les partage, délivre les titres de propriété, liquide les biens des exploitations expropriées, s'acquitte et gère des terres d'Etat et autres, dont les propriétaires ne s'occupent pas pour différentes raisons. Le Département de la Coordination Territoriale assure les travaux d'arpentage dans les lotissements des grandes propriétés, le morcellement des villages en exploitations autonomes et enfin les opérations courantes d'arpentage rural. Le Département de la Comptabilité de l'Office de la Réforme Agraire assure toutes les opérations financières nées de l'activité des deux autres Départements de l'Office de la Réforme Agraire.

Le Président de la Réforme Agraire dirige en pratique tous les travaux : son chef, le Ministre de l'Agriculture, a d'autres occupations et plus étendues, celles de tout son Ministère, et les Directeurs des Départements s'occupent plus spécialement de la rédaction technique des projets de mise en œuvre, projet qui seulement après discussion et décision favorable prises au sein de l'organe collégial de l'Office de la Réforme Agraire auront une valeur juridique. Le Président de l'Office de la Réforme

Agraire reçoit donc rarement des décisions venant d'en haut, quant aux autres, en pratique, elles lui parviennent lentement.

Les organes centraux de la réforme agraire sont aidés pour éclaircir les questions juridiques, relatives à leurs travaux, par les juristes du Ministère. Désignés par le Ministre, ces derniers représentent l'Office de la Réforme Agraire devant les Tribunaux, éclaircissent les points de droit contestés, donnent des conseils. Ils ne sont plus compétents quand il s'agit de l'interprétation de la loi. Cette question est du ressort de la Cour de Cassation ou du Conseil d'Etat.

Ces organes centraux, prévues par la loi du 24 Mai 1922, furent organisés dès le 17 Juin de la même année. Les organes centraux provisoires cessèrent alors de fonctionner. Ce régime provisoire était représenté par la Commission Supérieure qui avait pour rôle primordial de donner des terres aux militaires. Ses décisions étaient définitives. Elle fonctionna à partir du 20 Juin 1919. Durant cette période il fut procédé à des expropriations d'une superficie de 77.487 hectares, dont 40.000 environ furent partagés entre les combattants volontaires.

SECTION II. — ORGANES LOCAUX.

L'ordonnateur des Terres, nommé par l'organe central, est le rouage local de la réforme agraire. Auprès de l'Ordonnateur des Terres sont constituées des Commissions Départementales, des Commissions d'Arrondissements et les Commissions de Villes. Le but de ces commissions est de donner le poids nécessaire aux travaux de l'Ordonnateur et de leur assurer plus d'objectivité.

La Commission Départementale de la Réforme Agraire se compose de l'Ordonnateur des Terres qui est président et de trois membres élus par le Conseil Dépar-

temental. En dehors de ces membres, ont le droit de participer aux travaux de la Commission Départementale de la Réforme Agraire deux représentants de l'arrondissement intéressé. Ils ont tous voix délibérative. Peuvent encore y assister et présenter verbalement ou par écrit des éclaircissements avec voix consultative les personnes qui y sont directement intéressées.

Le travail de la Commission Départementale de la Réforme Agraire consiste à :

- 1) reconnaître quels sont les biens qui doivent être pris aux fins de la réforme agraire et à quelle époque ;
- 2) préparer les projets d'évaluation des biens expropriés ;
- 3) déterminer les candidats à l'obtention de la terre ;
- 4) exécuter les autres travaux qui lui sont confiés, par les organes centraux.

La Commission d'Arrondissement de la Réforme Agraire est composé du Président, désigné par la Commission Départementale et de quatre membres élus par le Conseil d'Arrondissement. Ils ont tous voix délibérative ainsi que le chef local des travaux de coordination terrienne, qui ne fait d'ailleurs pas partie de la Commission.

Les travaux confiés à la Commission d'Arrondissement de la Réforme Agraire sont les suivants :

- 1) préparer et présenter à la Commission Départementale des suggestions sur les biens, qui doivent être pris aux fins de la Réforme Agraire ;
- 2) préparer et présenter à la Commission Départementale des listes de candidats pour l'obtention de la terre ;
- 3) exécuter les travaux, qui lui sont confiés par la Commission Départementale de la Réforme Agraire et les organes centraux.

La Commission de Ville de la Réforme Agraire se compose de son président, désigné par l'Office de la Réforme Agraire et de quatre membres : l'Ordonnateur local des terres, un représentant du Ministère de l'Intérieur et deux représentants du Conseil Municipal.

Déjà vers 1930, les travaux de la Réforme Agraire ont commencé à diminuer. On a constaté aussi que les organes locaux de la Réforme Agraire ont souvent manqué d'objectivité dans les travaux qui leur ont été confiés — surtout pour les Commissions d'Arrondissement. C'est pourquoi les organes de la Réforme Agraire, créés par la loi du 24 Mai 1922, ont été réorganisés par la loi du 31 Décembre 1930 qui a donné plus de pouvoir à l'Ordonnateur des Terres.

Jusqu'au 31 Décembre 1930, chaque département administratif avait son Ordonnateur des Terres Départemental assisté de toutes les commissions rappelées plus haut. A partir de cette date les Ordonnateurs des Terres Départementaux sont remplacés par les Ordonnateurs des Terres Régionaux. A côté de ceux-ci la loi organise les Commissions Régionales, les anciennes Commissions d'Arrondissement ont supprimées. Les Commissions des Villes subissent elles aussi quelques modifications. Je voudrais m'arrêter un peu sur cette loi.

A cette même date l'Ordonnateur des Terres exerçait son action dans le cadre administratif du département et avait le titre d'Ordonnateur Départemental des Terres, depuis la loi du 31 Décembre 1930, plusieurs départements administratifs lui ont été confiés et il a été nommé Ordonnateur Régional des Terres. Son travail est resté juridiquement le même, mais pratiquement l'Ordonnateur Régional est devenu plus indépendant vis-à-vis des nombreuses commissions citées plus haut. Avant comme après la loi, il n'a pas reçu de compétence spéciale du moins si l'on entend le terme compétence au

sens strict (l'organe qui a le droit de résoudre telle ou telle question). Dans un sens plus large, la compétence peut s'entendre de l'influence qui, en fait, déterminera l'organe compétent au sens strict à prendre l'une ou l'autre décision (les artistes n'ont pas toute l'importance, mais les figurants et les décors ont aussi la leur). Cette compétence de l'Ordonnateur des Terres a été de tout temps assez large.

La Commission Régionale de la Réforme Agraire est composé de son président qui est l'Ordonnateur Régional des Terres et de deux membres, élus parmi les membres du Conseil Départemental du lieu de résidence de l'Ordonnateur. Les obligations de la Commission sont les mêmes que celles existant avant la loi du 31 Décembre 1930. Elle se réunit sur l'invitation de l'Ordonnateur en vue de l'affectation des terres, de la détermination des paiements de rachat, de l'évaluation des terres et de la liquidation des biens.

La loi du 31 Décembre 1930 a complètement omis de mentionner les Commissions d'Arrondissement de la Réforme Agraire. Certes, pour l'évaluation d'un bien d'une faible importance ou la détermination d'un loyer on peut créer sur place une Commission d'Arrondissement spéciale. L'Ordonnateur Régional des Terres désigne le président de cette commission et le chef de l'arrondissement deux membres du Conseil d'Arrondissement. Pratiquement de pareilles commissions sont très rares.

La Commission de Ville de la Réforme Agraire est aussi un peu modifiée. Elle a comme le président l'Ordonnateur Régional des Terres, un de ses membres est le représentant du Ministère de l'Intérieur et les deux autres sont membres du Conseil Municipal du chef-lieu du département. Les tâches et la compétence de cette commission sont les mêmes que celles de la Commission Régionale de la Réforme Agraire. La différence consiste

simplement dans le fait qu'elles fonctionnent dans les limites de l'un ou l'autre des chefs-lieu du département. Ces Commissions de Ville sont constituées en des cas exceptionnels et pratiquement sont aussi rares.

A la fin de la dernière section j'ai rappelé le fonctionnement des organes centraux provisoires qui étaient chargés d'appliquer la réforme avant que ne soit édictée la loi agraire fondamentale et avant que ne soit organisé l'appareil administratif approprié. De même qu'au centre il existait la Commission Supérieure, il existait aux mêmes fins en province des soit-disant Commissions Départementales. Elles fonctionnaient auprès de l'Ordonnateur des Terres, qui avait le titre de Fondé de Pouvoir du Ministère de l'Agriculture. La composition de ces commissions était la suivante : le Juge de Paix, le Fondé de Pouvoir du Ministère de l'Agriculture et un représentant du Conseil Départemental. Pouvaient encore y participer deux représentants de l'arrondissement intéressé. Ces commissions ont cessé de fonctionner en même temps que la Commission Supérieure.

Il faut remarquer enfin que, dès le commencement de la réforme agraire, fonctionnaient en province les Commissions Départementales et plus tard les Commissions Régionales de Coordination Agraire et au centre la Commission Supérieure de Coordination Agraire. Ces Commissions sont compétentes en toutes les matières prévues par la loi sur la réforme agraire, c'est-à-dire le partage des terres en vue de la réforme, le morcellement des villages en exploitations autonomes et la liquidation des servitudes et des pâturages en commun.

*
**

L'organisation créée par la loi agraire n'est pas compliquée : elle repose sur le principe de centralisation. Les

Ordonnateurs des Terres et leurs commissions dépendent des Départements, les Départements de l'Office de la Réforme Agraire et cette dernière du Ministre de l'Agriculture. Tous les organes créés en vue de l'application de la réforme agraire sont intégrés dans une hiérarchie administrative ce qui emporte contrôle de leurs décisions à la fois aux points de vue justice et légalité. Théoriquement toutes les plaintes sont transmises suivant l'ordre hiérarchique, mais pratiquement elles sont déposées à l'Office de la Réforme Agraire. La décision du Ministre de l'Agriculture est sans appel. La loi sur la réforme agraire ne prévoit pas de recours en justice, c'est la conséquence logique du fait qu'il n'existe pas actuellement de Tribunal Administratif. Un tel Tribunal serait très utile pour garantir les droits des individus dans les cas où les organes administratifs outrepasseraient les droits que leur donne la loi. Cette lacune a été partiellement comblée par le paragraphe 20 de la Constitution : « L'individu, lésé par une fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, peut, en suivant le processus indiqué par la loi, assigner ce dernier devant le Tribunal pour réclamer la réparation des dommages. »

Un élément de décentralisation dans l'application de la réforme agraire a été introduit par la constitution des commissions locales qui prenaient leurs décisions à la majorité des voix. La loi du 31 Décembre 1930 a restreint leur importance. Cette loi simplifiait le travail de l'Ordonnateur des Terres, et en même temps renforçait la centralisation de l'organisation.

CHAPITRE IV

L'EXPROPRIATION DES BIENS IMMOBILIERS

SECTION I. — TERRES APPARTENANT A L'ÉTAT.

Toute réforme peut être bonne à condition que celui qui l'édicte commence à se l'appliquer à lui-même. Si seules les terres privées sont expropriées en vue de la réforme et les terres de l'Etat en sont exemptes, on va pouvoir lui reprocher à la fois d'avoir deux poids deux mesures et de ne réaliser que partiellement la réforme.

Il faut écarter toute comparaison avec la réforme agraire en U.R.S.S. Cette dernière s'inspire de l'idée que l'exercice de l'activité économique ne doit pas être abandonné aux individus qui disposent des moyens de production et en usent plus ou moins librement. Tous les autres Etats d'Europe, dont le droit reconnaît la propriété privée avec toutes les conséquences qui en découlent, ont donné leurs terres pour les besoins de la réforme agraire. Je n'ai pas trouvé un seul état qui ne l'ait fait.

L'alinéa « a » du paragraphe I de la loi sur la réforme agraire décide que les terres de l'Etat sont don-

nées pour réaliser la réforme. Il n'est pas resté un seul mètre carré à la propre exploitation de l'Etat.

Les terres de l'Etat lithuanien proviennent de celles de l'Etat russe qui, tout en protégeant les grandes propriétés terriennes, n'avait pas oublié cependant de se gratifier de terres lithuaniennes. Il les exploitait par le moyen de personnes préposées. De plus une partie des terres est fournie par les possessions des banques d'Etat russes, qui s'attachaient à la russification du pays. Ce sont les terres des Banques foncières des Paysans et des Boyards.

Cela forme un total de 40.026 hectares, ce qui constitue 7,07 % des terres destinées à la réforme.

SECTION II. — TERRES ECCLÉSIASTIQUES.

L'autorité du tsar était d'essence divine. Si en Russie proprement dite il n'y avait apparemment pas de difficultés entre le tsar et l'église orthodoxe, il en allait différemment avec l'église catholique qui ne voulait reconnaître aucun caractère divin à la personne du tsar. D'autre part l'église catholique a opposé une forte barrière à la russification. C'est pour cette raison que nous voyons des heurts se produire entre la politique orthodoxe russe et la politique de l'église catholique. Ces conflits avaient en général pour conséquence civile la confiscation des biens immobiliers de l'église catholique.

La loi du 28 Août 1919 sur les églises, les terres et autres biens appartenant aux églises confisquées, répare les torts faits en général aux églises. Ce fut surtout à l'avantage de l'église catholique qui, pratiquement, en avait le plus souffert. Toutes les églises et tous les couvents, leurs terres, bois, eaux, maisons, moulins, capitaux et autres biens mobiliers ou immobiliers, qui à un moment quelconque ont été mis sous séquestre, confis-

qués ou pris par l'Etat russe, passent sous la tutelle de l'Etat. L'utilisation des églises et de ces biens énumérés ci-dessus n'est possible qu'avec l'autorisation du gouvernement.

La loi de réforme agraire rend toutes les églises, tous les couvents et leurs dépendances aux organisations confessionnelles qui en ont été dépossédées par l'Etat russe. Dans le cas où ces organisations ou institutions n'existent plus, ces églises et couvents avec leurs dépendances sont affectés au patrimoine des autorités spirituelles correspondantes. Les terres des églises, couvents et autres institutions ecclésiastiques catholiques sont expropriés en vue de la réforme agraire suivant le même mode que les terres des propriétaires privés, c'est-à-dire qu'on rend à ces institutions, qui en avaient été dépossédées par l'Etat russe, une superficie de terre équivalente à la portion fixée pour les propriétaires privés.

La loi ne se borne pas à employer aux nécessités de la réforme agraire les terres qui au cours de l'histoire ont été prises aux églises catholiques par l'Etat russe, mais aussi toutes les terres appartenant à toutes les autres églises, étant entendu que ces différents groupements ecclésiastiques ne pourront rien posséder au-delà de la limite fixée pour les particuliers. Le paragraphe II de la même loi énonce : « Les terres des églises, couvents et autres institutions ecclésiastiques sont prises en vue de la réforme agraire en suivant les mêmes règles que pour les terres des propriétaires privés. » Le principe est juste, car l'égalité est respectée. Mais, au paragraphe II a été ajouté la disposition suivante : « L'expropriation des biens ecclésiastiques catholiques peut être conduite suivant le droit Canon. » Selon le droit Canon, on ne peut exproprier ces biens qu'après accord préalable avec les autorités ecclésiastiques en ce qui touche l'indemnité. En fait, étant donné la puissance de l'église

catholique, si l'accord ne se faisait pas, l'expropriation ne pouvait avoir lieu.

Pratiquement, on ne tenait pas compte du paragraphe II et les biens de l'église catholique étaient expropriés suivant le mode ordinaire. Je ne sais si les organes de la réforme agraire étaient bons princes et appliquaient le paragraphe II sous une forme très atténuée, ou si l'église catholique s'abstenait d'invoquer ce texte. La vérité est plutôt intermédiaire — la plupart des possessions de l'église catholique ne dépassaient pas en effet la limite fixée à la portion non expropriable.

Le 20 Décembre 1927 a été conclu le Concordat entre le Saint Siège et la République. L'alinéa I du paragraphe XXII de ce Concordat met à la charge de la République l'obligation de respecter les droits de propriétés de l'église catholique sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, capitaux, rentes et sur tous les autres droits que possèdent l'église sur le territoire de l'Etat en qualité de personne juridique. Cependant les organes qui appliquent la réforme agraire continuent l'expropriation des terres de l'église catholique. Cette pratique est contraire au Concordat. Toutefois, il y a eu des cas où les biens immobiliers de l'église catholique lui ont été rendus en vertu de la disposition du paragraphe II.

On a exproprié un total de 2.194 hectares de terres appartenant aux églises, ce qui constitue une proportion de 0,39 % de l'ensemble des terres expropriées.

SECTION III. — BIENS IMMOBILIERS PRIVÉS.

ARTICLE PREMIER. — *Forêts, biens du sous-sol, eaux.*

La loi introductive de la réforme agraire a exproprié les forêts au-delà de 25 hectares, les biens du sous-sol et les eaux.

L'Etat n'aurait-il pas pu se contenter de l'expropriation des terres sans toucher aux forêts ? Si la surveillance de l'administration de forêts a suffi dans les autres pays à empêcher leur destruction, le même remède aurait pu semble-t-il suffire aussi en Lithuanie. L'Etat l'a supposé et n'a pas exproprié les forêts de moins de 25 hectares d'étendue. Plus tard, la loi a rendu aux grands propriétaires, auxquels il ne restait plus de forêt après la loi introductive, le droit d'obtenir une superficie de 25 hectares de forêts qu'ils pouvaient choisir à leur gré. Cela a marqué le début de la destruction des forêts, surtout celles des grands propriétaires terriens polonais. Les prescriptions concernant la coupe annuelle sont devenues, au bout d'un certain nombre d'hivers, chiffon de papier. Les prix des bois sont tombés à un niveau tel qu'on aurait pu croire à un dumping parfaitement organisé quoiqu'il n'y eut rien de tel. L'Etat s'en est inquiété et a été obligé de restreindre la superficie forestière rendue. La modification du paragraphe 6 de la loi sur la réforme agraire, apportée par la loi du 16 Avril 1930, décide que le grand propriétaire terrien a le droit d'obtenir un maximum de 25 hectares de forêts à condition que cette obtention ne nuise pas à l'exploitation forestière de l'Etat. Il pourra en obtenir plus de 25 hectares au cas, où elle ne serait pas d'un seul tenant et quand elle ne convient pas à l'exploitation forestière de l'Etat.

Cette modification a remplacé les mots « a le droit » par les mots « peut avoir le droit ». C'est déjà un progrès, mais c'est encore insuffisant, car « peut avoir le droit » est une expression trop vague. Le droit donné au Département des Forêts de décider si l'un ou l'autre des grands propriétaires terriens peut obtenir jusque 25 hectares ou plus de 25 hectares de forêts, est d'une mise en œuvre délicate, car il faut concilier d'une part l'intérêt de l'Etat et d'autre part le principe de l'égalité objec-

tive et de l'impartialité. Ce rôle était difficile à remplir surtout pour le Département des Forêts qui n'était lithuanien qu'en partie envers 87,07 % des grands propriétaires terriens étrangers auxquels les aspirations économiques, étatiques, nationales étaient contraire à leurs intérêts personnels. Comme la destruction des forêts ne cessant pas, l'Etat a été obligé d'apporter une nouvelle modification au paragraphe 6 le 11 Mars 1933. Le législateur décide que le grand propriétaire terrien a le droit d'obtenir dans la part non expropriable :

- 1) les lots boisés disséminés que l'Etat n'a pas d'avantages à garder;
- 2) les pointes des terrains boisés, qui rendent incommodes la limitation de la forêt de l'Etat;
- 3) enfin les terrains boisés, qui ne conviennent pas à l'exploitation forestière de l'Etat.

La portion de 25 hectares n'y est pas comprise. Mais le Département des Forêts demeure encore compétent pour apprécier la mesure dans laquelle telle ou telle partie envisagée peut être utilisable pour l'Etat. Si leur utilité est médiocre ou même si ces parties sont complètement inutiles, comment supposer qu'ils constitueraient des richesses pour les grands propriétaires terriens ? Comme l'Etat a pu vendre les centres des exploitations morcelées et les terrains qui ne conviennent pas au lotissement, n'aurait-il pas pu en être de même pour les étendues boisées visées par la loi ? Sans aller jusqu'à prêter au législateur un but inavouable, on peut penser qu'il a eu à côté de son objectif de réforme d'autres préoccupations.

Ce bref aperçu montre la volonté constante de l'Etat de laisser des forêts aux grands propriétaires : tout d'abord les forêts de moins de 25 hectares n'ont pas été expropriées, puis le grand propriétaire terrien reçoit jusqu'à 25 hectares qu'il pouvait choisir à son gré, plus

tard il obtint le droit de posséder jusqu'à 25 hectares et plus dans certaines conditions, enfin il reçoit le droit de réclamer des lots de forêts séparés, les pointes de forêt en saillie accentuée et des étendues boisées également dans des conditions définies. Actuellement donc un grand propriétaire terrien possède 25 hectares de forêt de choix et celui qui n'en possède pas ne peut en accuser l'Etat.

Le sous-sol n'est pas riche. Les anciens propriétaires des richesses minières ne s'y intéressaient pas ou trop peu. Ainsi par exemple en allait-il pour le nombreuses tourbières, le gypse, l'ambre, les sources thermales n'étaient pas exploités, car ces grands propriétaires, en majorité étrangers, n'envisageaient pas qu'il pût y en avoir ailleurs que chez eux, en Pologne, en Russie ou en Allemagne. La terre lithuanienne n'était bonne qu'à donner de l'argile : le grand propriétaire fabriquait des briques pour les besoins de son exploitation, rarement pour les marchés locaux. En expropriant les biens du sous-sol, l'Etat n'a pas porté préjudice à leurs propriétaires. Il ne pouvait pas au nom du principe de la propriété privée sacrifier l'intérêt pratique et laisser inexploitées les richesses du pays parce que leurs propriétaires ne soupçonnaient pas le profit qu'il pourrait en retirer. L'Etat a asséché les marécages, a commencé à exploiter les nombreuses tourbières et les autres richesses du sous-sol. Il n'a pas exproprié les briqueteries, ni la superficie nécessaire à cette industrie. Donc il n'a agi que dans la mesure où l'intérêt général et national l'exigeait.

En ce qui concerne les eaux, le problème consistait à surveiller de près les espèces animales et végétales en raison de leur caractère de rareté. Là non plus les propriétaires n'intervenaient. La tutelle de l'Etat était nécessaire. Les eaux qui ne contenaient pas d'espèces rares, dont l'expropriation résultait de la loi introductive à la

réforme agraire, étaient rendues par les lois ultérieures jusqu'à 150 hectares. Mais au propriétaire qui au moment de la promulgation de la loi fondamentale n'avait pas de terre ou en avait moins de 80 hectares, on a laissé ses eaux à conditions que les animaux et les végétaux n'exigeassent pas de soins spéciaux.

L'expropriation des forêts, de biens du sous-sol et des eaux était fondée sur l'intérêt général du pays. On supposait, et non sans raison, que l'Etat pourrait les exploiter plus rationnellement.

Le total des forêts expropriées à ce titre est de 506.000 hectares, dont 38.670 hectares proviennent de majorats. Il n'existe pas de données définitives sur l'importance des tourbières et autres ressources du sous-sol, car jusqu'à présent toutes ces richesses ne sont pas toutes connues. On a exproprié 55.127 hectares d'eaux. Actuellement ce nombre doit être réduit de près de $\frac{3}{4}$, car, suivant les lois ultérieures, l'Etat n'a conservé que les eaux dans lesquelles se multiplient des animaux ou des végétaux rares.

ART. 2. — *Terres acquises sous forme de majorats ou par d'autres privilèges en général.*

Je me suis arrêté brièvement au chapitre préliminaire sur la question de la concentration terrienne en Lithuanie. Les terres étaient enlevées par des procédés draconiens aux délinquants politiques. Ces terres confisquées étaient alors données aux grands propriétaires russes ou sympathisants, ou partagées entre les militaires et fonctionnaires russes méritants ou à d'autres personnes. Pas un Russe installé en Lithuanie qui n'ait été oublié.

A la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle la colonisation des villages lithuaniens par les russes se pratiquait sur une grande échelle et de deux façons : on

favorisait d'un côté le départ des colons russes, l'acquisition de terres et leur installation en Lithuanie et d'un autre côté on accordait les plus larges facilités aux Lithuaniens qui par un mouvement inverse allaient se fixer en terre russe.

La plupart des terres confisquées étaient partagées entre les Russes sous forme de majorats, par privilèges spéciaux ou par privilèges ordinaires. L'existence de terres acquises par privilèges découlait de la politique générale de russification de la Lithuanie.

L'expropriation des majorats est prévue par le décret du 29 Décembre 1918. Toutes les terres des majorats ainsi que tous leurs biens deviennent propriété d'Etat. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de leur administration provisoire. Ce décret sur l'expropriation des majorats montre que l'Etat considère les majorats et tous les biens qui en dépendent comme la propriété incontestable de l'Etat et qu'ils avaient été donnés par le gouvernement russe à leurs propriétaires pour des motifs contraire à l'intérêt du pays, en conséquence ces terres et leurs dépendances deviennent propriété de l'Etat afin d'être utilisés pour la réforme agraire ou en vue des autres besoins de l'Etat.

Le paragraphe 2 de la loi introductive à la réforme agraire reproduit la disposition sur les majorats en y ajoutant que toutes les terres et tous les autres biens immobiliers qui, sous forme de grandes propriétés terriennes sont passées par privilèges spéciaux aux mains de personnes ou d'institution, sont expropriées sans aucune indemnité.

L'expropriation des biens acquis par des privilèges ordinaires s'appuie elle sur le principe d'une indemnité, accordée au propriétaire et égale à la somme que ce dernier avait effectivement versée pour les obtenir. L'expropriation de tels biens immobiliers est prévue par la loi

du 16 Janvier 1919 et par la loi sur la réforme agraire.

Le paragraphe 5 de la loi du 16 Janvier 1919 sur la nationalité lithuanienne dit que la terre, possédée par les colons installés en Lithuanie après 1904 par les anciennes banques d'Etat russes, redevient propriété de l'Etat et est reprise aux colons qui touchent du Trésor la somme exacte qu'ils avaient payée pour cette terre.

On trouve dans la loi de la réforme agraire une disposition selon laquelle les terres, qui ont été confisquées par le gouvernement russe après le 1^{er} Janvier 1863 et partagées dans le but de russification entre les colons, sont expropriées si elles sont possédées par ces mêmes individus qui les avaient reçues ou par leurs héritiers. Les sommes dépensées effectivement pour l'exploitation sont remboursables. Cette loi a motivé une plainte des colons russes auprès de la S. D. N. La Lithuanie s'est tirée d'affaire de la façon suivante : elle a accéléré l'application de la loi pour mettre fin aux injustices, mais pour contenter la S. D. N. elle a promis de supprimer la disposition de la loi en question. Le 16 Avril 1930 cette promesse a été exécutée et on a rendu presque toutes les terres aux héritiers de ceux qui ont été lésés.

La procédure de l'expropriation des majorats, des autres grandes propriétés terriennes obtenues en vertu de privilèges spéciaux et des terres données par privilèges ordinaires était non seulement peu stricte, mais encore elle n'a satisfait la justice que partiellement. Les propriétaires des majorats et des autres grandes propriétés terriennes obtenus en vertu de privilèges spéciaux les ont eus pendant plusieurs années sans indemniser aucunement leurs propriétaires légaux et le législateur ne leur a pas indiqué le paragraphe du Code Pénal qui interdit de jouir des biens immobiliers d'autrui ou de se les approprier. Les propriétaires de biens acquis en vertu de privilèges ordinaires ont été remboursés des sommes qu'ils

avaient payés pour acquérir les propriétés et dépensées pour l'amélioration de l'exploitation, sont expropriés seulement les colons et leurs héritiers, il n'a pas été réclamé d'indemnité pour la jouissance dans la proportion des privilèges accordés, ni d'indemnité équivalente à la dévalorisation des biens pendant les années de jouissance et on ne s'est pas référé au Code Pénal.

Les dispositions concernant l'expropriation des majors et en général des terres acquises en vertu de privilèges ont paru très douces. Il n'est donc pas étonnant que ces terres ne représentent proportionnellement qu'un très faible pourcentage — 40.956 hectares ou 7,23 % de toutes terres expropriées en vue de la réforme agraire.

ART. 3. — *Terres privées non privilégiées.*

Paragraphe I. — Expropriation pénale.

Le Code Pénal de chaque Etat renferme des dispositions relatives à la confiscation des biens des condamnés. En Lithuanie la loi de réforme agraire a reproduit une partie des principes posés par le Code Pénal. L'alinéa « e » du paragraphe 1 de la loi décide que les particuliers qui ont fait partie des bandes armées des colonels Bermont ou Virgolitch (le premier agissait pour le compte du Reich et le second pour celui de la Russie d'avant guerre), comme ceux qui servent ou ont servi dans l'armée polonaise, ou qui agissent ou ont agi contre l'indépendance du pays voient leurs terres expropriées jusqu'au dernier hectare. Si ce ne sont pas les propriétaires eux-mêmes, mais leurs héritiers qui ont trahi la République, seule sera expropriée la part ab intestat revenant à l'héritier. La loi du 11 Mars 1933 modifia cette disposition interdisant la confiscation des biens provenant d'une succession ab intestat.

Tous ces faits de trahison envers le pays sont établis par l'Office de la Réforme Agraire. Au début on avait un recours contre ses décisions devant le Ministre de l'Agriculture dans le mois qui suivait. Actuellement on doit l'introduire devant le Tribunal Régional (Apygardos Teismas) dans le même délai.

Sont aussi affectés à la réforme agraire les terres confisquées aux condamnés par le Tribunal Militaire.

Paragraphe II. — Expropriation civile.

La plus grande partie des terres expropriées en vue de la réforme agraire sont des terres privées, expropriées sur la base civile. C'est pourquoi il faut s'y arrêter plus longuement.

Le paragraphe 2 de la loi exproprie tout ce qui excède 80 hectares en la possession d'une seule personne ou d'une famille. La loi du 13 Novembre 1929 relève la portion soustraite à l'expropriation de 80 hectares à 150 hectares. Tout particulier pouvait donc posséder d'abord 80 hectares selon le texte primitif de la loi, puis 150 hectares après la correction apportée. Mais n'aura pas droit à ce réajustement le propriétaire qui à la date de la loi de réforme agraire avait en sa possession plus de 200 hectares dans une agglomération de plus de 50.000 habitants ou dans la première zone d'une telle agglomération (c'est-à-dire dans un rayon de 3 kilomètres) et s'il n'y a pas sur ces terres des constructions, du bétail, et d'outillage nécessaires à l'exploitation agricole.

Au début de la mise en œuvre de la réforme agraire on a laissé 80 hectares à chacun des héritiers du propriétaire. Le 9 Mai 1924 une loi a précisé ce paragraphe 2, décidant que la terre, acquise par donation ou hérédité et possédée en commun par plusieurs à la promulgation de la loi sur la réforme agraire, doit être considérée en un seul bloc.

Dans la portion non expropriable de 80 ou 150 hectares ne sont pas compris les chemins d'intérêt commun, les dunes et autres terres qui ne peuvent être d'aucune utilité pour leur propriétaire. Pour cette raison la portion non expropriable augmente de 3 à 5 hectares. De même ne sont pas expropriées les étendues de terres qui ne conviennent pas à une exploitation autonome et qui ne peuvent être rattachées aux terres des petits propriétaires qui possèdent moins de 8 hectares dans les villages limitrophes. Dans certains cas ces étendues atteignent jusqu'à 20 hectares.

Pour ces deux motifs la partie soustraite à l'expropriation passe de 80 hectares à une moyenne de 100 hectares jusqu'au 13 Novembre 1929 et de 170 hectares après le relèvement opéré par cette loi.

D'après la loi de réforme agraire, le propriétaire était dans l'obligation de choisir cette portion d'un seul tenant. Seulement dans les cas où il était impossible de le faire il avait le droit d'obtenir d'autres lots de terre pour la compléter. La loi du 16 Avril 1930 est venue lui permettre de la prendre à son choix en un seul ou en plusieurs lots.

Toutes les constructions comprises dans cette partie sont également non expropriables. Donc, depuis qu'on a donné au propriétaire la possibilité de choisir la fraction qu'on ne pouvait exproprier, la question des constructions est résolue d'une façon très favorable pour eux, car ils vont choisir naturellement les parties sur lesquelles s'élèvent les meilleures dépendances. La loi va encore plus loin dans cette voie : elle décide que s'il n'existe pas de constructions sur l'étendue choisie par le propriétaire ou si elles sont insuffisantes, ce dernier pourra prendre sur les terres expropriées les locaux nécessaires dans une mesure fixée par le Ministre de l'Agriculture. Si en général les grands propriétaires terriens n'étaient pas

fondés à se plaindre de l'insuffisance des locaux que leur laissait la loi primitive, en tous cas après les atténuations apportées par la loi du 16 Avril 1930 leurs réclamations devenaient injustifiables.

Les grands propriétaires fonciers ont depuis longtemps monopolisé toutes les entreprises industrielles rurales (distilleries, moulins...). La réforme agraire avait pour seul but la réorganisation de l'exploitation des terres. C'est pourquoi ni ces richesses, ni ces terres sur lesquelles ces entreprises fonctionnent n'ont été expropriées. Le paragraphe 4 de la loi agraire énonce : « Les entreprises industrielles se trouvant sur les terrains expropriés par l'Etat ne le sont pas par la présente loi. » Le caractère industriel de l'entreprise considérée était parfois délicat à déterminer et parfois on se heurtait à des difficultés. Au début de l'application de la réforme les organes compétents ne procédaient pas à l'expropriation lorsque l'entreprise fonctionnait déjà au moment de la promulgation de la loi. Le 27 Février 1928, la Cour de Cassation (Vyriausiasis Tribunolas) a arrêté que ce n'est pas le fait du fonctionnement de l'entreprise au moment de la promulgation de la loi qui importe, mais qu'il suffit que leur existence remonte à la date du 3 Avril 1922.

Presque tous les grands propriétaires possédaient des terrains dans les villes. Certains avaient des bourgs entiers. Si ces terres n'ont aucun caractère agricole, si elles servent à l'industrie, au commerce ou à d'autres buts, elles échappent également à l'expropriation.

En bref, les biens immobiliers laissés à leur propriétaire peuvent se grouper comme suit :

- 1) 75 hectares de terres cultivables jusqu'au 13 Novembre 1929 et après cette date 145 hectares;
- 2) 25 et 25 hectares de forêts;
- 3) 150 et 150 hectares d'eaux;
- 4) les meilleures dépendances;

- 5) toutes les entreprises industrielles ;
- 6) les terres dans les villes et les bourgs.

Le cultivateur lithuanien arrive à vivre lui et sa famille sans aide extérieure sur un lot de 20 hectares. Il semble que les biens laissés aux grands propriétaires terriens lui suffisent amplement. Il faut remarquer que presque tous les grands propriétaires ont bénéficié de l'augmentation de la portion non expropriable, car les organes chargés d'appliquer la réforme avaient donné à bail à ceux qui le demandaient des superficies supplémentaires pour les champs modèles (« champs modèles » souvent peu exemplaires). Quand le 13 Novembre 1929 la portion non expropriable passa de 80 à 150 hectares, ils avaient gagné du temps. Les terres des exploitations les moins importantes n'avaient pas encore été utilisées aux fins de la réforme, aussi leurs propriétaires ont-ils profité aisément de cette majoration.

La loi sur la réforme agraire a laissé à tous les grands propriétaires terriens les biens énumérés ci-dessus. Quand, pour différentes raisons, ils n'ont pu garder la portion prévues par la loi, ils ont obtenu des compensations. La loi a autorisé 80 hectares de forêt au grand propriétaire auquel il ne restait plus de terre après l'expropriation de ses forêts, et à celui, auquel il restait moins de 55 hectares de terres, la quantité de forêt correspondante jusqu'à concurrence de 80 hectares. De même, si la terre d'un grand propriétaire n'était pas expropriée d'une façon équitable, on l'indemnisait en lui donnant des bois ou une étendue équivalente de terre, ou simplement une somme d'argent.

La loi sur la réforme agraire avec ses modifications, ses compléments avantageait fortement les grands propriétaires terriens. Deux de ces adjonctions sont à mentionner.

La première décide qu'on rendra en propriété à la personne jusqu'à 80 hectares avec leurs dépendances et

leurs biens mobiliers quand cette terre a été acquise par des privilèges spéciaux autres que les majorats ou qu'il s'agisse de terres données par le tsar ou son gouvernement à condition qu'elles n'aient pas encore été employées à la réforme agraire.

La deuxième adjonction est encore plus favorable aux grands propriétaires : elle autorise la restitution de 80 hectares de champs ou de forêts expropriés quand ils proviennent de bien achetés par le gouvernement russe à des particuliers et données aux aïeux de la personne expropriée sous forme de majorats. De cette façon les majorats sont divisés, au point de vue de leur constitution, en deux groupes : ceux qui ont été constitués par voie de confiscation de biens immobiliers et ceux qui étaient achetés par le gouvernement russe aux propriétaires et transmis aux colons russes. S'ils ont mérité la reconnaissance de la Russie pour des faits portant préjudice aux lithuaniens, on ne voit pas quels sont alors au regard de la République leurs titres de mérites en vertu desquels ils coûtent à l'Etat 80 hectares de champs ou de forêts.

J'ai déjà eu l'occasion de rappeler que les propriétaires qui ont servi dans les bandes armées de Bermont et de Virgolitch, dans l'armée polonaise, ou qui ont agi ou agissent contre l'indépendance lithuanienne perdent leurs terres. Ceux qui sont restés neutres ont obtenu les portions normales. La loi sur la réforme agraire a encore prévu un troisième cas : les propriétaires qui ont participé activement à la reconstitution de l'indépendance, militaires ou autres. La loi décide que tous les volontaires qui ont servi dans l'armée jusqu'au 1^{er} Janvier 1921 et qui ont accompli loyalement leur service pendant au moins une année, ou bien qui, à cause de blessures ou d'atteintes à leur santé, ont été libérés du service avant ce terme, conserveront chacun à titre

de propriété jusqu'à concurrence de 80 hectares des terres appartenant à leurs parents ou possédées en commun par leur famille, ceci en plus des 80 hectares laissés à l'propriétaire de fait jusqu'à la loi du 13 Novembre 1929 et des 150 hectares après cette date. Si ces militaires volontaires étaient mariés au moment de la promulgation de la loi, ils bénéficient de même droit sur les terres de leur épouse. Dans les 80 hectares de la fraction non expropriée peuvent aussi être compris 25 hectares de forêt. Quant à ceux ayant mérité par d'autres services la reconnaissance de l'Etat, la loi n'envisage que le cas de Vladas Putvis, fondateur de l'Association de Francs-Tireurs Lithuaniens. Toutes les terres lui appartenant au moment de la promulgation de la loi sont laissées à ses héritiers.

Ici il faut noter le privilège accordé à l'association patriotique « Artojas », fondée par les Lithuaniens avant la guerre. C'était une association de fait sans existence légale. Elle achetait des terres aux Russes, Polonais et autres étrangers et les abandonnait à des conditions avantageuses aux cultivateurs lithuaniens. Les achats et ventes se faisaient par l'intermédiaire des membres de l'association ou d'autres personnes de confiance. La loi donne à ces membres, en commune propriété et en les exemptant du paiement de rachat, 150 hectares de champs ou de forêts laissant aux statuts le soin de régler le partage entre les associés dans la mesure de leurs apports. La terre, appartenant aux personnes étrangères à l'association, mais qui ont prêté leur nom pour acheter de grandes propriétés privées, peut-être expropriée, mais ils ont la faculté de la racheter. L'Etat a résolu la question au point de vue pratique et non au point de vue juridique ce qui d'ailleurs s'explique puisque cette association n'avait pas d'existence légale. Aurait-on pu voir en cela un privilège en faveur de l'association ? Il le

semble bien. Mais il n'était pas considérable et la loi ne donnait pas une solution satisfaisante : chacun des membres pouvait recevoir sur ces 150 hectares une partie proportionnelle à son apport, quant aux personnes de confiance elles pouvaient y trouver des avantages injustifiables.

La loi sur la réforme agraire ne s'applique pas aux biens immobiliers des étrangers. Le paragraphe 5 de cette loi décide que ceux que les lois russes autorisaient à titre exceptionnel, étant donnée leur qualité d'étrangers, à posséder en propre des terrains situés en dehors des villes, conservent le droit de liquider leurs terres et forêts dans un délai de 4 ans à dater du jour de la promulgation de la présente loi. Cette liquidation doit se faire de la façon suivante : les bois doivent être vendus par lots de telle manière que l'exploitation forestière n'en souffre pas ; pour les champs, ils ne peuvent être vendus qu'aux personnes auxquelles la loi agraire donne le droit de les acquérir. Si après l'expiration du délai la liquidation n'a pas eu lieu suivant les prescriptions, les biens en question sont pris sous la tutelle de l'Etat et vendus aux enchères. Le prix obtenu après déduction des frais de gestion et de vente est versé au propriétaire. En cas d'absence ou de refus de celui-ci, il sera déposé en son nom au Trésor.

La loi sur la réforme agraire mentionne encore d'autres catégories d'étrangers, notamment ceux qui ont acquis des terres en dehors des villes par héritage ainsi que ceux qui ont changé de nationalité. Leurs biens immeubles sont expropriés suivant la procédure ordinaire. Le reste doit être vendu à des citoyens lithuaniens dans l'ordre et dans le délai indiqué par la loi. Ici il faut marquer que la pratique s'écarte quelque peu de la loi. Elsbergas (S.) montre que presque tous les étrangers liquident leurs biens immeubles suivant les exigences de

la loi, sauf quelques propriétaires français qui s'entêtent à les ignorer.

Au début de la réalisation de la réforme agraire la loi ne prévoyait pas la tutelle des terres des grands propriétaires terriens. Une disposition en ce sens a été prise le 16 Avril 1930 : 10 ans après la prise des terres sous la tutelle de l'Etat elles sont vendues aux enchères et les sommes retirées sont déposées dans les caisses du Trésor au compte du propriétaire des terres.

Le désintéressement des grands propriétaires provient de deux causes : certains sont décédés sans laisser d'héritiers, d'autres demeurent en Pologne en attendant le moment où cette dernière fera des deux coins qu'elle enfonce dans le territoire lithuanien une voie d'accès directe à la mer Baltique.

Paragraphe III. — Procédure d'expropriation.

Il convient tout d'abord de remarquer que la mise en œuvre de la réforme agraire se fait de la même façon vis-à-vis des personnes physiques et juridiques. Les terres appartenant aux collectivités publiques ou à un ou plusieurs villages ne sont pas expropriées, celles des Conseils Départementaux, des Conseils d'Arrondissements et des Municipalités. En ce qui touche les propriétés collectives des villages, l'expropriation n'aura pas lieu si chaque propriétaire, sa part proportionnelle dans cette propriété collective ajoutée à ce qu'il possède en propre, ne possède pas plus que la portion non expropriable.

Avant l'application de la loi agraire les plus grandes propriétés privées atteignaient 35.000 hectares. En 1919, 31,40 % de cette superficie étaient en friche ; en 1920, 22,80 % ; en 1921, 18,00 % et en 1922, 14,50 %. Donc la loi a eu encore un vaste domaine d'application. En raison de l'état d'abandon d'une partie de ces terres, le paragraphe 7 de la loi indique qu'en premier lieu ce seront les plus délaissées et les plus grandes propriétés

qui seront expropriées. Celles ne dépassant pas 250 hectares ne le seront qu'après. Cependant, le paragraphe 7 ne s'applique pas dans le cas où il faudra donner de la terre en vue de la constitution de petites exploitations autonomes aux cultivateurs des villages voisins qui n'en possèdent pas assez, ou il s'agit d'extension des villes, ou encore d'autres cas dont l'importance sera appréciée par les corps chargés de l'application de la réforme agraire. Enfin, les exploitations de moins de 150 hectares ne sont prises qu'en dernier lieu. Mais, si les organes chargés de la réforme s'apercevaient après la promulgation de la loi que des propriétés d'une superficie quelconque sont délaissées et mal entretenues, ils pourraient les exproprier avant leur tour, ne laissant alors aux propriétaires qu'une étendue inférieure à la portion non expropriable. Ceci était une sanction contre les grands propriétaires qui essayaient de protester contre la réforme agraire en délaissant leurs terres. Cette disposition a été abrogée par la loi du 16 Avril 1930 quand les grands propriétaires terriens ont renoncé à cette façon de résister à la réforme.

On avait prévu l'expropriation de 608.899 hectares de terre. En fait 483.174 hectares l'avaient été au 1^{er} Juillet 1936. On peut compter encore sur 7.500 hectares, mais même dans ce cas il manquera au total prévu 118.225 hectares. Cette superficie représente les terres « gelées », c'est-à-dire celles que les manœuvres des grands propriétaires ont réussi à soustraire à la réforme.

La loi agraire édicte que tous les droits relatifs à la terre expropriée passent à l'Etat le jour de la promulgation de la loi. A dater de ce jour, elle devient propriété d'Etat erga omnes. L'ancien propriétaire continue à exploiter sa ferme, mais paie dès lors le fermage à l'Etat, fermage calculé d'après la qualité de la terre et son emplacement. Le contrat d'affermage est valable jusqu'au

jour où la terre sera effectivement prise en possession par les organes de la réforme. Le possesseur effectif est considéré comme responsable de l'état et de l'intégrité de l'exploitation. Il jouit de tous les droits acquis avant la loi à l'exception du droit de cession, de vente, d'hypothèque et d'affermage. D'après la loi du 16 Avril 1930, seulement dans les deux hypothèses suivantes la transmission des terres est autorisée :

1) cas où un propriétaire, possédant plus de 80 hectares avant la promulgation de la loi, en avait cédé une partie par actes non notariés si ces actes ont été reconnus par le Tribunal avant la promulgation de la loi agraire comme ayant la valeur d'actes notariés; même solution pour le cas où ces actes présentés au Tribunal après la promulgation de la loi ont été reconnus par ce dernier comme ayant la valeur d'actes notariés;

2) cas où le propriétaire avait, avant la promulgation de la loi sur la cession, l'acquisition et l'hypothèque, vendu ou fait un compromis relatif à une partie ou à la totalité de ses terres par actes notariés si les formalités de cession n'étaient pas encore terminées.

La prise en possession des terres expropriées est réalisée par des actes particuliers pour chaque portion de terres. En cas de prise en possession injustifiée, l'ancien propriétaire pourra adresser un recours auprès du Ministre de l'Agriculture. La décision de ce dernier est sans appel. Les organes chargés d'appliquer la réforme agraire inscrivent sur les registres du cadastre les copies des actes, ordonnances de prise en possession des biens immobiliers.

Le paragraphe 76 de la loi agraire permet de considérer comme nuls les actes et contrats dressés avec l'intention d'éluder cette loi. Le fondé de pouvoir du Ministère de l'Agriculture est autorisé à porter plainte en justice et à diriger les procès relatifs à cette loi.

Il semble théoriquement que le fonds terrien de la réforme est suffisamment sauvegardé par les dispositions que nous venons d'indiquer. Mais en pratique, il en allait différemment. Les grands propriétaires ont trouvé de nombreuses combinaisons juridiques pour sauvegarder leurs terres. Il est impossible de les énumérer toutes ici. Je me contenterai d'indiquer les plus importantes. C'était : la prescription acquisitive, des répartitions de terres possédées en commun entre les copropriétaires, des partages entre héritiers futurs, des ventes et des donations fictives.

On a vu une situation assez originale — les grands propriétaires spéculer sur les biens de l'Etat. Quelle pouvait être la valeur de la prescription acquisitive en faveur de personnes n'ayant pas le droit de se comporter vis-à-vis de ces biens en propriétaires — et nous passons sous silence les autres conditions exigées pour la prescription ? Quelle portée ont des partages ou des répartitions de terres entre membres d'une famille quand ces terres ne lui appartiennent pas ? La même question se pose pour la vente et la donation ?... Cependant les grands propriétaires poursuivaient ces pratiques sur une grande échelle.

Elle n'était pas embarrassante. Du jour de la promulgation de la loi et jusqu'à la prise en possession effective des terres aux fins de la réforme agraire il s'est écoulé un certain temps. Parfois quelques années. Les grands propriétaires saisissaient l'occasion pour adresser aux institutions d'Etat des demandes de reconnaissances de prescriptions acquisitives, des partages et répartitions, des ventes, des donations... On la leur accordait puisqu'il n'existait aucune disposition interdisant ces agissements. Une fois une pareille reconnaissance obtenue, lorsqu'elle arrivait aux registres du cadastre, on ne pouvait relever aucune irrégularité puisque

sur ces derniers ne figurait aucune mention indiquant que le bien exproprié n'appartenait plus à son ancien propriétaire. Alors quand quelques années plus tard on envoyait copie des actes de prise en possession des biens immobiliers expropriés et qu'on les portait sur les registres du cadastre, on trouvait à la place de l'ancien propriétaire un ou plusieurs autres.

En quelques années, il y a eu une proportion énorme d'actes en fraude de la loi. Il s'agissait donc ou de les annuler en s'appuyant sur le paragraphe 76 de la loi, ou alors de valider les rapports juridiques établis. C'est à cette deuxième solution qu'on s'est arrêté. Le paragraphe 76 primo dit littéralement : « Si la terre acquise l'a été en éludant les dispositions de la loi relative à la cession, l'acquisition et aux hypothèques, ou à l'encontre de la loi introductive à la réforme, ou de la loi agraire et si cette terre est passée aux mains de tiers d'après les principes généraux — le transfert de ces terres est valable et incontestable. »

C'est grâce à ce procédé du fait accompli que les grands propriétaires ont pu sauver 118.225 hectares. Il faut remarquer cependant que dans certain cas, quand la combinaison était par trop « ingénieuse », les organes chargés d'appliquer la réforme se sont armés du paragraphe 76 et les ont annulés.

*
**

Ont donc été expropriées les terres d'Etat, les terres ecclésiastiques et les biens immobiliers privés. Les terres de l'Etat représentaient une superficie de 40.026 hectares, 2.194 hectares de terres ecclésiastiques et 1.043.912 hectares de biens immobiliers privés. En faisant le décompte des forêts, eaux, majorats et en général des terres acquises par privilèges, on a enlevé 483.174 hectares de

terres aux propriétaires privés. Le total des terres expropriées se monte à 566.350 hectares.

La tableau suivant fera plus clairement ressortir de quels éléments se composait cette superficie de 566.350 hectares :

Catégorie	Anciens Propriétaires	Superficie	Pourcentage
1	Etat	40.026	7 07
2	Eglises.	2 194	0.39
3	Propriétaires des majorats et des terres acquises par privilèges	40 956	7 23
4	Propriétaires privés non priviliégiés	483 174	85 31
TOTAL...		566.350	100 ▶

L'expropriation des terres de l'Etat s'est faite sans difficulté. Ce furent les premières terres expropriées et distribuées.

Les terres ecclésiastiques furent saisies comme les terres des propriétaires privés. Les biens appartenant à l'église catholique n'en furent pas exceptés malgré qu'en ce qui les concernait on aurait dû respecter le Concordat passé avec le Saint Siège, le 20 Décembre 1927.

L'expropriation des majorats et des terres acquises par d'autres privilèges avait été prévue au début d'une façon plus radicale. Plus tard elle s'est bien atténuée. Enfin, on est arrivé jusqu'à admettre pour certains majorats une portion non expropriable et à légaliser les actes de cession consentis par les propriétaires lorsque ces actes transféraient aux cultivateurs des étendues qui ne dépassaient pas 50 hectares.

Quelques terres privées ont été expropriées sur la base pénale. Sur la base civile on a exproprié tout ce qui appartenait aux particuliers au delà de 80 hectares d'abord, puis au delà de 150 hectares. Etant donné que

jusqu'au 13 Novembre 1929 une partie des grandes propriétés terriennes n'était pas encore partagée, que la plupart des grands propriétaires bénéficiaient de suppléments au titre de champs-modèles et que les terres appartenant aux propriétaires moins importants n'étaient utilisées qu'en dernier lieu — la plupart ont profité de la majoration de la portion non expropriable.

Les grands propriétaires terriens ont choisi leurs dépensances à leur gré. La plupart en ont plus que n'en exigerait l'étendue cultivée et en tous cas aucun n'en possède moins.

Les grands propriétaires fonciers n'ont pas tous les 25 hectares de forêts. Ceux qui les ont obtenus, ont fourni une preuve tangible de la façon dont ils comprennent l'exploitation forestière rationnelle.

Aucune atteinte n'a été portée aux entreprises industrielles rurales, non plus que les lots se trouvant dans les villes ou bourgs et qui avaient perdu leur caractère de biens fonciers. Les modifications apportées ultérieurement à la loi agraire ont accordé de nombreux avantages aux grands propriétaires. J'en ai déjà cité une partie; les autres sont moins importantes et plus particulières.

La loi sur la réforme agraire a réglé de deux façons la situation des étrangers : les uns n'ont pas été expropriés, les autres ont été expropriés d'après la règle ordinaire. Ici je voudrais faire remarquer que certains grands propriétaires terriens ont, pour sauvegarder leurs biens, changé de nationalité.

L'expropriation a été exécutée suivant un plan déterminé : les terres de l'Etat, les majorats, les terres acquises par d'autres privilèges, les terres confisquées pour cause d'agissements contre l'indépendance du pays, les terres

gérées par l'Etat, les grandes propriétés terriennes dans la mesure de leur mauvaise gestion et enfin toutes les terres suivant l'importance de leur étendue.

Les combinaisons juridiques des grands propriétaires les ont bien servis.

CHAPITRE V

L'INDEMNITÉ ALLOUÉE POUR LES BIENS IMMOBILIERS EXPROPRIÉS

SECTION I. — LA QUESTION DU PRINCIPE DE L'INDEMNITÉ.

ARTICLE PREMIER. — *A l'étranger.*

La question du principe de l'indemnité s'est posée avec l'exécution de la réforme agraire. Fallait-il indemniser ou non pour les parties expropriées, ceux qui, supposait-on, possédaient trop de terres ? Trois principes généraux dominant la vie économique actuelle : le principe de la liberté économique, le principe de la propriété privée et le principe de l'hérédité. Admettre l'indemnité, c'est laisser subsister les principes et par conséquent conserver à l'édifice social sa solidité, la refuser ce serait bâtir sous une autre forme sur le fondement même de ce qu'on abolit. C'est pourquoi nous voyons les Etats qui attachent une grande importance à ces principes résoudre par l'affirmative la question de l'indemnité. En voici une série d'exemples : la Pologne, la Tché-

coslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne et ainsi de suite.

La Lettonie et l'Esthonie se sont montrées moins généreuses. La loi lettone de 1920 sur la réforme agraire renvoyait la solution de la question à une loi spéciale. En 1924, le Parlement a décidé qu'aucune indemnité ne serait accordée aux anciens propriétaires de biens expropriés. L'Allemagne y était intéressée puisqu'une partie des biens expropriés appartenait aux allemands, aussi une plainte a-t-elle été déposée à la S.D.N., plainte qui n'a pas abouti. Il faut supposer que la Lettonie avait des moyens de défendre sa cause envers son grand voisin. La loi de 1919 sur la réforme agraire en Esthonie n'a pas prévu d'indemnité pour les biens expropriés. Plus tard, sur l'intervention directe de l'Allemagne, la loi a prévu exceptionnellement l'indemnisation des ex-grands propriétaires terriens de nationalité allemande. Au total il avait été affecté comme indemnité environ 35.275.000 francs et en plus 2.000 hectares de forêts contenant au moins 370.000 stères de bois. Cette fois l'Allemagne obtenait un résultat plus satisfaisant sans l'aide de la S. D. N.

L'U. R. S. S. a complètement supprimé les principes de la liberté économique, de la propriété privée et de l'hérédité en dehors de quelques exceptions insignifiantes. Il ne pouvait donc y être question d'indemnité quelconque. Suivant le nouvel ordre social tout individu sera assuré de moyens d'existence différents de ceux existant dans les régimes capitalistes. N'importe quel paiement serait un non-sens surtout quand il s'agit de l'ancien propriétaire, ennemi du travailleur et parasite séculaire. Les communistes bolchevicks n'ont pas lutté pour défendre la propriété privée. L'appréciation de la supériorité de ce nouvel ordre social sur le système capitaliste et de sa

valeur pratique ne fait pas partie de mon sujet. Le temps se chargera de montrer les résultats et si on a pu arriver à changer la mentalité russe. Il serait, actuellement, prématuré de conclure.

Faire une promesse et la tenir sont parfois deux choses différentes. N'est-il pas arrivé de s'acquitter par une promesse en ce qui concerne les biens expropriés? En parcourant les lois sur la réforme agraire dans différents pays on voit que l'indemnité versée n'a jamais été supérieure au prix du marché et que souvent même elle était inférieure. Ainsi l'U.R.S.S. n'indemnisait pas du tout, la Lettonie était bien disposée à indemniser mais elle s'est abstenue, l'Esthonie n'a indemnisé que les grands propriétaires terriens de nationalité allemande, la Pologne remboursa 35 à 50 % de la valeur du bien exproprié, la Tchécoslovaquie et la Roumanie 50 à 75 %, la Bulgarie 50 à 90 %, etc. Vauters (A.) fait remarquer que les indemnités les plus élevées ont été accordées par l'Autriche, la Hongrie et l'Allemagne. Il n'en mentionne pas les taux, mais il semble qu'on a remboursé la valeur intégrale sur la base du prix du marché. D'autre part la majorité des Etats établit une catégorie de biens au titre desquels les propriétaires ne sont pas indemnisés : ce sont les biens des majorats ou ceux acquis par privilèges comme le prévoit les lois agraires en Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Yougoslavie, etc... Il y a donc dans ces cas non plus un échange obligatoire de biens immobiliers contre de l'argent ou des titres, mais leur confiscation partielle ou totale.

L'intérêt commun peut exiger une réforme dans la répartition des biens immobiliers, mais il ne devrait pas entraîner une diminution de leur valeur. Juridiquement chaque individu, dont les biens sont expropriés, a le droit d'exiger une compensation équivalente non à une partie, mais au total de la valeur perdue.

ART. 2. — *En Lithuanie.*

Il n'y eut aucune hésitation sur le principe de l'indemnisation des propriétaires des biens expropriés, car la Constitution respecte la propriété privée (1^{ère} partie du paragraphe 23 et le paragraphe 91). On pourrait arriver par analogie aux mêmes déductions en analysant d'autres paragraphes de la Constitution. Mais il y a une nuance selon que l'on considère l'esprit de la Constitution d'une part et d'autre part la rédaction formelle des différents articles. La deuxième partie du paragraphe 23 déclare : « Les biens privés des citoyens ne peuvent être expropriés que par une loi et dans l'intérêt commun ». La question de l'indemnité n'est pas traitée. S'agit-il d'indemnité totale ou partielle, ou de confiscation — la deuxième partie du paragraphe 23 peut s'appliquer à tous ces cas. Elle pouvait même être invoquée par ceux qui voulaient réduire à zéro l'indemnité. Les exécuteurs de la réforme agraire n'en ont pas profité, et des bruits persistants ont circulé dans le peuple selon lesquels la 2^e partie du paragraphe 23 était méconnue. Quant aux grands propriétaires terriens, ils étaient farouchement hostiles à n'importe quelle réforme ainsi qu'à l'indemnisation. Les lithuaniens ne prévoyaient pas qu'elle réussirait et les étrangers ne croyaient pas à l'existence durable d'un petit Etat. Mieux valait donc garder les mains « propres ».

L'Etat, qui s'intéressait spécialement aux petites et moyennes exploitations, qui voulait créer des conditions favorables à l'exploitation rationnelle de la terre et qui en même temps avait contre lui beaucoup de puissants propriétaires, devait trouver un compromis entre le principe de l'activité économique qu'il préconisait et la réalisation pratique des problèmes vitaux pour le pays.

La base de l'indemnité était fournie par les prix moyens de la terre et des bois entre 1910 et 1914, compte tenu de la qualité, de l'emplacement de l'exploitation et de celui de l'état des dépendances de la culture. Aucune indemnité n'est allouée pour les chemins, marécages, tourbières, dunes et autres terrains expropriés qui ne conviennent pas à la culture.

Les propriétaires n'avaient donc pas lieu de se plaindre de la sévérité excessive de ces dispositions touchant l'indemnité due. Effectivement en était-il bien ainsi et la réalité leur était-elle aussi favorable ? C'est la question que nous allons examiner dans la 2^e section de ce chapitre.

SECTION II. — LA QUESTION DE L'INDEMNITÉ EFFECTIVE.

ARTICLE PREMIER. — *Taux de l'indemnité fixé par la loi agraire.*

Comme je l'ai déjà signalé, on a pris pour base d'évaluation la moyenne des cours du marché de 1910 à 1914. L'hectare de terre pendant cette période valait environ 200 roubles russes. Après l'occupation du pays par les Allemands en 1915, il a été décrété que parallèlement à la monnaie russe auraient cours légal les marks allemands. Le rouble valait au pair 2 marks. Donc l'hectare de terre représentait une valeur de 400 marks. Le paragraphe 59 de la loi agraire permet d'évaluer l'hectare de terre à 480 marks. De même le prix d'un hectare de forêt est fixé à un maximum de 120 marks. Evidemment, toutes les terres et toutes les forêts n'ayant pas une valeur identique les prix varient. On a donc adopté une base d'évaluation relativement large, d'autant plus que l'indice du coût de la vie ni les impôts n'avaient augmenté.

A côté de cette base générale d'indemnisation que nous venons d'indiquer, la loi en prévoit une seconde encore moins souple en ce qui concerne l'indemnité partielle que la première puisqu'elle repose sur les prix du marché de l'année en cours. Ici il faut remarquer que les prix de la terre et des forêts n'ont pas augmenté après guerre, et ont même diminué avec la crise économique de 1929. Toutefois l'évaluation des biens expropriés d'après les prix de l'année en cours est toujours plus proche de la valeur réelle du bien considéré puisqu'elle exclut les variations économiques éventuelles de moyenne à longue durée.

Cette seconde base d'évaluation servait dans les trois cas suivants :

Premier cas quand les biens expropriés faisaient partie d'un domaine inférieur à 200 hectares. D'autre part, on laissait au propriétaire la latitude de liquider à son gré 70 hectares et on ne hâtait pas l'expropriation de ces terres. Les organes chargés de l'exécution de la réforme agraire n'avaient à s'occuper que rarement du morcellement de domaines inférieurs à 200 hectares.

Deuxième cas lorsqu'on avait exproprié une superficie supérieure à celle que la loi autorisait ou lorsqu'au début de l'exécution de la réforme des erreurs avaient été commises. La guerre, l'invasion allemande, les luttes de l'indépendance lithuanienne avaient en effet détruit et dispersé de nombreux titres de propriété.

Il serait peut-être plus exact de rendre, la grève terminée, aux grands propriétaires « grévistes » les biens de la portion non expropriable et à fortiori à celui dont les biens ont été expropriés par erreur ? Mais la loi n'en a pas décidé ainsi, elle a jugé qu'il serait préférable d'indemniser l'un ou l'autre plutôt que de détruire les rapports existants. L'indemnité est versée en espèces en une ou plusieurs fois. Dans ce dernier cas, le paiement

intégral doit être effectué en moins de 5 ans. La loi du 16 Avril 1930 permet d'indemniser en terre située ailleurs ou en forêt d'étendue équivalente.

Enfin troisième cas où ce sera la seconde base d'indemnisation qui s'appliquera, c'est celui des colons russes ou leurs héritiers, émigrés en Lithuanie pour la russifier et qui ont obtenu, grâce à différentes facilités, des terres confisquées à la suite des soulèvements contre la Russie. On leur rend la part qu'ils ont effectivement payée à l'Etat russe sous forme des paiements de rachat. Ils sont encore indemnisés pour les immeubles qu'ils ont bâti, ou autres améliorations permanentes apportées à l'exploitation. Les colons ou leurs héritiers qui ne peuvent pas justifier du montant des paiements de rachat versés à l'Etat russe, ont le droit d'obtenir jusqu'à 50 % du prix porté sur les actes de cession des biens et à leur défaut on tiendra compte du prix de rachat des terres appartenant à d'autres cultivateurs de la même région.

L'indemnité est donnée sous forme de bons du Trésor portant un intérêt de 3 %. Le Trésor pendant une période de 36 ans, à dater de la prise en possession effective de la terre, doit racheter ces bons à leur taux nominal d'émission.

La loi ne prévoit pas le terme d'émission des bons. Un point est important : 36 ans après cette prise de possession par l'Etat le propriétaire de ces biens doit être définitivement indemnisé. Donc l'Etat pourra faire de telles émissions quand bon lui semblera à condition qu'il y ajoute les intérêts correspondants aux années de retard.

Ici il convient de rechercher brièvement la raison pour laquelle cette partie de la loi agraire traitant de l'indemnisation n'a pas été respectée intégralement en pratique et pourquoi les grands propriétaires terriens ont été indemnisés au petit bonheur.

L'inflation du mark s'est produite en 1921. Au cours de l'année 1922 il perdait complètement sa valeur, il ne restait plus que du « papier-papier ». D'autre part la Lituanie a créé en 1922 sa propre unité monétaire. La situation était on ne peut plus favorable pour s'acquitter envers ses créanciers. Un hectare de terre serait revenu alors à l'Etat à 53 frs 25 et un hectare de forêt à 13 frs 31. L'Etat débiteur ne l'a pas fait. Puis le nombre des créanciers des grands propriétaires terriens augmentait journellement. Une décision rapide et son exécution accélérée pouvait paraître irrationnelles. Le paragraphe 63 de la loi de réforme agraire disait que le propriétaire des biens expropriés n'aura droit aux bons que dans le cas où ses biens seront libres de dettes. Il n'y avait donc pas de raison de les émettre hâtivement puisqu'ils devaient être gardés en compte par le Trésor jusqu'au jour où il sera possible de les délivrer aux créanciers dûment reconnus des grands propriétaires terriens. En 1929 la crise économique a commencé. Enfin, comme je l'ai déjà rappelé, les propriétaires ont boycotté avec acharnement pendant quelques années la réforme agraire en refusant toute indemnité. Pour ces raisons l'attribution des indemnités traînait d'année en année. Dernièrement les grands propriétaires se sont souvenus de l'existence de l'indemnité et l'Etat s'est efforcé de s'acquitter définitivement.

Les organes chargés de l'exécution de la réforme agraire trouvent les dispositions sur l'indemnisation mentionnée plus haut insuffisantes et font pression sur le législateur pour qu'il promulgue sur ce point une nouvelle loi plus complète. Le Conseil d'Etat la prépare et il est possible que d'ici peu sera organisé l'acquittement régulier et définitif des dettes vis-à-vis des grands propriétaires terriens.

ART. 2. — *L'indemnité selon les lois ultérieures.*

Les bons du Trésor n'ont pas encore été émis. En attendant les compléments ultérieurs de la loi agraire accordent aux propriétaires expropriés la possibilité de proposer le projet d'indemnisation. Le Ministre de l'Agriculture est compétent pour l'examiner et élaborer le contrat d'indemnisation. Le Conseil des Ministres donne son approbation. Un tel contrat est un acte définitif : le propriétaire des biens promet de ne formuler dans l'avenir aucune prétention relativement aux biens expropriés.

Aucun de ces compétents de la loi agraire ne parle de la mesure de l'indemnisation. On a laissé le soin de la déterminer à ceux qui présentent le projet, sous réserve évidemment du droit d'accepter ou de rejeter ce dernier. Cette réticence des lois complémentaires sur la réforme agraire est due au fait qu'on se méfiait en raison des dettes contractées par les grands propriétaires avant guerre. Il est plus ou moins établi que seulement envers les grandes banques d'avant guerre (Banque Foncière des Paysans et des Boyards, Banque de Pétrograd et de Toula, Banque Foncière de Vilnius) 90 % de toutes les terres des grandes propriétés étaient hypothéquées pour 60 % de leur valeur effective, et il existait encore les banques de moindre importance. Il en résulte que la valeur effective de l'endettement devrait être portée à 75 % en moyenne. Il ne reste donc aux grands propriétaires que peu de terres non grevées. Il faut signaler que la plupart de ces banques d'avant-guerre étaient des banques d'Etat. D'après le Traité de Paix avec l'U.R.S.S. (le 12 Juillet 1920), l'Etat est devenu créancier des grands propriétaires terriens. Cette circonstance a sérieusement facilité le règlement de comptes concernant leurs biens expropriés. Malheureusement pendant les guerres et les désordres une grande partie des actes constatant leur endettement avait disparue.

Si les compléments ultérieurs de la loi sur la réforme agraire n'ont pas prévu de règles d'indemnisation, cette dernière a été, au bout de quelques années, déterminée par les précédents. Sur 100 hectares bruts des biens expropriés on accorde : ou l'abattage d'un hectare de forêt la terre devenant propriété de l'Etat, ou 3 à 5 hectares de forêt à condition de s'occuper de l'exploitation forestière la terre restant à son ancien propriétaire, ou 7 à 9 hectares de terre, ou encore une indemnité en espèces équivalente à la valeur de telles portions.

Le choix appartient au grand propriétaire. Supposons qu'il ait préféré prendre 7 à 9 hectares de terres. L'indemnité nette sera supérieure puisque le bien exproprié est en moyenne grévé de 75 % de sa valeur réelle. De cette façon le pourcentage d'indemnisation s'élève de 28 à 36 %. Mais si l'endettement est plus fort, ce pourcentage augmente à son tour. L'Etat est dans l'impossibilité de vérifier cet ancien endettement. Il est clair que chaque grand propriétaire le tient soigneusement caché. Le pourcentage d'endettement peut atteindre 100 % et même dans certains cas les dépasser. De sorte que certains contrats isolés d'indemnisation peuvent se présenter comme un cadeau immérité fait aux grands propriétaires terriens quoique les organes chargés de l'exécution de la réforme tiennent compte des endettements d'avant-guerre relatifs aux biens expropriés et diminuent proportionnellement l'indemnité. Hélas cette procédure de règlement comporte des risques : l'Etat jouit d'une situation moins favorable, car seul le grand propriétaire sait ce qui peut être mis au jour et ce qui doit être tenu dans l'ombre. Elsbergas (S.) a fait des calculs et il trouve que, jusqu'à ces derniers temps, les propriétaires de 1/3 seulement de toute l'étendue indemnisable ont désiré être indemnisés par des contrats isolés. Il serait maladroit d'être soupçonneux, mais il ne faudrait pas cependant être

imprudent. Je veux dire par là que ceux qui se sont servi des contrats isolés, y trouvaient leur avantage. L'autre partie des grands propriétaires, dont les biens étaient moins grévés, attendent la loi spéciale sur l'indemnisation qui doit paraître incessamment. Il paraît que les lignes directrices de cette nouvelle loi correspondront à la loi existante, mais tout sera examiné plus à fond.

ART. 3. — *Cas où il n'y a pas lieu à indemnité.*

Cette catégorie comprend les majorats, les biens acquis par privilèges dans la mesure de l'importance de ces privilèges, les terres qui ont été prises aux cultivateurs après le soulèvement de 1861 et rattachées aux grandes propriétés terriennes ainsi que les biens des personnes qui par les armes ou de toute autre façon ont agi ou agissent contre la sécurité de l'Etat.

C'est l'aspect théorique de la question. Pratiquement il en va quelque peu différemment, car les biens expropriés sans indemnité étaient comme les autres grevés d'hypothèques au profit de tierces personnes ou d'institutions, et l'Etat, en les prenant sans indemnité, est dans l'obligation de régler les comptes avec ces créanciers hypothécaires. L'Etat a prévu leur remboursement par bons du Trésor à 3 % dans la proportion de ce que le propriétaire aurait pu obtenir au titre de compensation si les biens en question avaient été expropriés avec indemnité.

L'hypothèque sur les majorats était interdite par la loi. C'est pourquoi la question de leur endettement ne se posait pas quand ils passaient à l'Etat. Ils représentaient 33.700 hectares, c'est-à-dire 5,95 % des terres destinées à la réforme agraire.

En résumé, l'expropriation des biens donnait lieu à indemnité intégrale, ou partielle, ou à confiscation.

L'indemnité était intégrale pour tous biens expropriés sur la seconde base d'indemnisation. L'indemnité partielle concerne ceux expropriés avec compensation calculées selon la première base d'indemnisation et selon les conventions isolées prévues par les lois ultérieures sur la réforme agraire. La confiscation s'appliquait formellement dans les cas où il n'y avait pas lieu à indemnité.

L'étendue des propriétés privées donnant lieu à indemnisation comprenait 483.174 hectares de terres et 467.330 hectares de forêts, un total de 950.504 hectares. Près des 3/4 appartiennent à l'Etat en raison des dettes contractées avant guerre par les grands propriétaires terriens. Il reste donc à peu près 237.626 hectares à indemniser. Etant donné que près de 50 % l'ont été, il ne reste que 118.813 hectares à payer. Si l'Etat avait été plus strict vis-à-vis des combinaisons juridiques des grands propriétaires terriens qui leur ont permis de spéculer sur les terres de l'Etat, il aurait récupéré 118.225 hectares. En fin de compte il ne lui resterait qu'une étendue de 588 hectares à indemniser.

Quant aux biens ecclésiastiques, on indemnise suivant les mêmes règles que pour les propriétés privées. Ces biens sont de peu d'importance.

CHAPITRE VI

LE PARTAGE DES TERRES

SECTION I. — LES BÉNÉFICIAIRES.

La réforme agraire en Lithuanie repose sur le principe du travail, c'est-à-dire que des terres ne sont données qu'à ceux qui n'en possèdent pas ou qui n'en possèdent pas assez et dans la mesure où avec leur famille ils sont à même de les cultiver. Le droit de vivre de son travail est conditionné par une exigence supplémentaire : être au moment de la distribution de la terre travailleur agricole. Cette dernière exigence, étant trop sévère, devait comporter des exceptions. Elles sont apparues dans les paragraphes 13, 16 et 18 de la loi agraire. Les deux premiers énumérèrent des exceptions d'ordre privé et le paragraphe 18 des exceptions de caractère public.

Le paragraphe 13 dit que les militaires ne possédant pas ou insuffisamment de terres auront le droit d'en obtenir bien qu'ils ne soient pas travailleurs agricoles. Bénéficient encore de ce droit les membres du

Comité Fondateur qui le 16 Février 1918 ont signé l'Acte de l'Indépendance de la Lithuanie.

La première peut être difficilement considérée comme une exception au principe du travail agricole, étant donné que presque tous les militaires venaient de la campagne et vivaient de l'exploitation agricole. Je ne possède pas à cet effet de données numériques, mais on peut affirmer que près de 90 % des militaires étaient des travailleurs agricoles.

La seconde exception admise par la loi ne vise que des cas peu nombreux, car 20 personnes seulement ont signé l'Acte de l'Indépendance. Au 19 Septembre 1934, date à laquelle elle a été introduite, certains des bénéficiaires étaient morts, d'autres possédaient plus que 20 hectares, d'autres occupent encore des postes importants. N'en ont bénéficié que 9 personnes, encore n'étaient-elles pas étrangères aux travaux agricoles puisqu'elles sont nées de paysans en majeure partie.

Ces deux mesures de faveur exprimaient la reconnaissance du pays envers ceux qui l'avaient libéré après un asservissement de 120 ans sous le joug étranger.

Le paragraphe 16 de la loi sur la réforme agraire permet d'obtenir des terres aux artisans des villages qui n'arrivent pas à vivre de leur métier et qui sont obligés de se livrer en plus aux travaux agricoles afin d'atteindre le minimum indispensable à leur propre subsistance et à celle de leur famille.

Les exceptions de caractère public sont apparues dans les cas d'intérêt général. La loi agraire croyait servir l'utilité communes en affectant des terres :

- 1) aux écoles d'agriculture, écoles primaires et en général aux institutions scientifiques et d'enseignement;
- 2) aux besoins d'exploitation agricole et notamment champs d'essai, élevage de bestiaux de race, culture de semences de céréales, etc.;

3) aux asiles, sanatoria, hôpitaux et autres institutions ayant un but social;

4) aux organisations d'ordre public;

5) aux besoins d'agrandissement et d'aménagement des villes et des bourgs;

6) aux besoins de l'une ou l'autre des branches de l'industrie présentant une importance pour le relèvement de la production du pays;

7) aux nécessités de tous les cultes religieux;

8) aux cimetières de toutes les religions.

Suivant les données statistiques de 1919, près de 100.000 personnes possédant peu ou absolument pas de terre ont voulu en obtenir. La moitié de ce nombre à peu près n'en possédait pas un hectare. Suivant la règle prévue par la loi agraire, chacun devait recevoir près de 14 hectares. Cela aurait fait un total de 700.0000 hectares. On aurait pu contenter l'autre moitié avec 7 hectares par personne. Donc, il aurait fallu avoir encore une réserve de 350.000 hectares. Environ 50.000 devraient être réservés pour des besoins publics. Les réserves de terres, destinées à la réforme agraire, devraient se monter à 1.100.000 hectares et il n'en était prévu que 706.730 hectares.

Il restait deux ressources : ou diminuer les parts accordées par la loi, ou diminuer le nombre des postulants. On a décidé tout d'abord de répartir ces derniers en catégorie, car on craignait de trop morceler les terres et par là diminuer la production (on redoutait surtout la période transitoire).

La loi décide que les terres seraient données dans l'ordre suivant :

1) aux militaires possédant peu de terre ou n'en possédant pas même s'ils ne sont pas travailleurs agricoles qui, volontairement ou à la suite de la mobilisation, ont loyalement servi dans l'armée jusqu'à la fin des

guerres ou jusqu'à la démobilisation. De même les militaires qui ont servi loyalement dans l'armée et en ont été libérés à cause de blessures ou maladies quelconques contractées au cours de leur service s'ils sont encore en état de travailler ainsi que les familles des militaires tués ou morts des suites d'affections gagnées pendant ce temps. Les mêmes dispositions sont appliquées à l'organisation semi-militaire de l'Association des Francs-Tireurs et aux anciens partisans ayant pris part à la défense de l'indépendance;

2) aux membres du Comité Fondateur ne possédant que peu de terre ou n'en possédant pas du tout même s'ils ne sont pas travailleurs agricoles;

3) aux cultivateurs ne possédant que peu de terre ou n'en possédant pas même s'ils ne sont pas travailleurs agricoles, dont les terres ont été confisquées par le gouvernement russe à cause de l'activité politique qu'ils déployaient contre lui et partagées entre les colons russes. Ces dispositions sont également appliquées aux héritiers directs de ces cultivateurs;

4) à tout travailleurs agricole indépendant qui ne possède que peu de terre ou pas du tout. Cette dernière classe comprend à son tour quelques subdivisions : les ouvriers agricoles de la propriété morcelée ne possédant pas de terre; les propriétaires ne possédant que peu de terre, dont les champs sont limitrophes de la propriété morcelée; les fermiers de la propriété morcelée jusqu'à 50 hectares; et toutes les autres personnes ne possédant que peu de terre ou n'en possédant pas s'ils sont travailleurs agricoles;

5) aux ouvriers, employés et autres habitants des villes ne possédant pas de biens immobiliers une fois satisfaites les autres personnes ayant le droit d'obtenir des terres.

Si toutes les personnes ayant droit à des terres en sont pourvues, on pourra alors en distribuer aux personnes ci-après :

1) aux personnes ayant pleine capacité juridique qui ne se sont jamais occupées ou qui ne s'occupent pas d'agriculture ;

2) aux personnes qui, ayant possédé plus de 10 hectares de terres pendant les 10 années suivant la loi agraire, les ont vendues et ne s'occupent plus d'agriculture.

Les conditions générales pour l'obtention de la terre d'ordre extra économique sont les suivantes :

1) être de nationalité lithuanienne au sens propre du mot (*) ;

(*) Il y a une seconde catégorie de citoyens prévue par le paragraphe 10 de la Constitution qui décide : « Personne ne peut être simultanément citoyen lithuanien et citoyen d'un autre pays étranger. Toutefois, le Lithuanien ne perd pas ses droits de citoyen en devenant citoyen d'un pays d'Amérique, à condition qu'il remplisse certains devoirs auxquels il est assujéti. » Il leur est délivré, suivant la décision du Conseil des Ministres du 12 Juillet 1929, des certificats spéciaux permettant l'acquisition de biens immobiliers. Il semble cependant que de tels certificats soient complètement inutiles, étant contraire au paragraphe 10 de la Constitution : si l'ancien citoyen a gardé tout le temps sa qualité de citoyen, pour quelle raison a-t-il donc besoin du certificat du Ministre de l'Intérieur ? Il en serait autrement si l'acquéreur éventuel de biens immobiliers avait perdu sa qualité de lithuanien par suite de sa naturalisation dans un autre Etat qu'un état américain. Une telle personne ne pourrait d'ailleurs pas arguer de la décision du Conseil des Ministres du 12 Juillet 1929, puisque précisément cette décision s'appuie sur le paragraphe 10 de la Constitution, qui édicte une règle contraire. De sorte que ces certificats dénués de sens dans le premiers cas, sont impossibles à obtenir

2) ne pas avoir encouru de déchéance judiciaire totale ou partielle de ses droits;

3) ne pas avoir fait l'objet d'observation sur la désertion;

4) ne pas avoir subi de condamnation pour fabrication secrète de boissons monopolisées par l'Etat.

La loi sur la réforme agraire a pleinement respecté le principe du travail agricole dans le partage des terres, mais non pas dans la détermination de la portion non expropriable des grands domaines.

Le classement des bénéficiaires s'inspirait d'un juste principe, mais il était contraire à la loi qui exigeait la qualité de travailleur agricole à l'époque de la distribution de la terre. Pratiquement, l'exception apportée à la dernière exigence de la loi a été insignifiante, car elle a concerné seulement :

1) 10 % environ des militaires;

2) 9 membres du Comité Fondateur;

3) les cultivateurs qui avaient été dépossédés par la politique de russification, et leurs héritiers.

SECTION II. — SUPERFICIE ACCORDÉE.

ARTICLE PREMIER. — *Dans la région rurale.*

J'ai déjà eu l'occasion de préciser quelles sont les personnes qui obtiennent de la terre d'après la loi agraire. La question est de savoir quelle étendue elles obtiennent ? Comme les portions de terres données dans la région

dans le second. Dans ce deuxième cas, il existe un autre moyen d'acquérir des biens immobiliers, notamment la disposition de la loi du 2 Avril 1920, qui permet au Conseil des Ministres de délivrer aux étrangers, dans des cas exceptionnels, des certificats permettant d'acquérir ces biens.

rurale différent de celles accordées dans la zone urbaine, il est bon d'envisager successivement l'un et l'autre cas.

On a constaté qu'une famille de 6 personnes a besoin pour vivre de 8 à 20 hectares. Les organes chargés d'appliquer la réforme avaient entre ce minimum et ce maximum toute la liberté de décision. Ils tenaient compte de la fertilité de la terre et de sa situation en affectant aux personnes ne possédant pas de terres une exploitation agricole autonome et aux petits propriétaires ce qui manquait pour arriver à la superficie nécessaire.

Les artisans ruraux qui n'arrivent pas à vivre de leur métier n'ont droit qu'à une étendue moindre de 1/2 à 2 hectares.

La loi agraire visait spécialement les biens qui ont été enlevés à leurs propriétaires et rattachés aux seigneuries après 1861 et les terres confisquées par le gouvernement russe après le 1^{er} Janvier 1863. A ces personnes ou à leurs héritiers direct on rendait en commune propriété une superficie telle qu'en l'ajoutant aux terres qu'ils possédaient déjà l'étendue totale ne dépasse pas 80 hectares. Cette disposition de la loi fut modifiée le 16 Avril 1930 : la portion de terre donnée à chacune des personnes précitées était fixée à un chiffre de 8 à 20 hectares. Cette modification du paragraphe 14 est plus conforme à l'esprit de la loi, car elle avantage les plus nombreuses des familles héritières des anciens délinquants politiques et en même temps elle empêchait la formation de plus grands domaines. Cette remarque faite, on peut récapituler : dans la région rurale on a donné aux ayants droit ou on ajoute à leurs possessions de 8 à 20 hectares et aux artisans de 1/2 à 2 hectares.

Nous avons déjà dit que, suivant les données statistiques de 1919, l'étendue des terres nécessaires à la réforme agraire, devait se monter à 1.100.000 hectares, tandis que l'étendue effective prévue n'atteignait que

706.730 hectares. Bien qu'il existât une disposition classant les postulants, on s'est aperçu que cela ne suffisait pas et qu'il était nécessaire de réduire les portions mêmes de terres accordées. Malgré le paragraphe 15 de loi qui parlait de 8 à 20 hectares, dans des cas fréquents il n'a été affecté aux ayants droit que de 2 à 8 hectares. Ceux qui appliquaient la réforme répondaient invariablement aux personnes qui rappelaient le paragraphe 15 : « Vous n'êtes pas obligés d'accepter », ou « c'est tout ce que nous pouvons pour votre service », ou encore « attendez, une situation favorable se présentera peut-être pour vous »... Quand on a commencé à beaucoup parler de l'application incomplète du paragraphe 15, ce paragraphe a été modifié le 31 Octobre 1931 : « Dans la région rurale, il est donné jusqu'à 20 hectares aux personnes qui ne possèdent pas de terres et aux propriétaires n'en possédant que peu l'appoint jusqu'à la part sus-mentionnée ». La loi ne parlait plus de minimum accordé. Les bruits qui circulaient sur l'application du paragraphe 15 ont perdu ainsi tout fondement. Au 1^{er} Juillet 1936, on avait créé dans la région rurale 13.837 unités de 8 hectares maximum, ce qui constitue 21,94 % du total des exploitations rurales dépassant 8 hectares. En déduisant de ces 21,94 % le taux représentant la part des artisans, les exploitations de moins de 8 hectares constituent encore 18,37 % de toutes les exploitations agricoles créées dans la région rurale. Ce pourcentage est important. Mais il n'y avait pas d'autre issue étant donné les faibles réserves de terres qui ont encore diminué pendant l'application de la réforme pour les causes suivantes :

1) il existait des terres qui ne convenaient pas au morcellement surtout si on voulait respecter la disposition exigeant que la terre soit donnée d'un seul lot afin de mieux convenir à des exploitations autonomes rationnelles;

2) on en a affermé aux anciens propriétaires terriens et à d'autres particuliers afin qu'ils créent des champs modèles;

3) les cultivateurs qui jouissaient de droits de servitude et de pâturage en commun sur les grandes propriétés privées expropriées sont indemnisés par des terres prélevées sur le fonds destiné à la réforme agraire.

Quoique cela n'ait pas demandé une grande superficie, il n'en reste pas moins cependant que jusqu'au 1^{er} Juillet 1936 près de 57.000 hectares y ont été affectés. Puis ces dernières années des modifications et adjonctions à la loi agraire, favorables aux grands propriétaires terriens, ont encore contribué à réduire ce fonds de réserves.

Il est difficile de définir d'une façon précise l'étendue nécessaire à l'autonomie de l'unité agricole. et si même on y arrivait — ce ne serait que provisoire puisque les familles voient varier le nombre de leurs membres, la fertilité de la terre n'est pas uniforme, l'emplacement du lot ne présente pas les mêmes commodités, les prix des produits de la terre varient, etc. . . . A certaines époques et pour certains travaux la main d'œuvre salariée est inévitable et le cultivateur lui-même doit rechercher quelque profit. Une superficie moyenne entre 2 et 8 hectares donnés ne peut pas suffire à nourrir une famille de 6 personnes à moins que l'exploitation soit plus intensive. Mais le type courant est de 8 à 30 hectares, de telles exploitations constituent en effet 55,45 % des exploitations, et 55,76 % de la superficie totale. C'est pourquoi les portions réduites, données par la loi agraire, n'ont pas eu une grande influence sur le type courant de l'exploitation agricole du pays entier. La production de ce fait n'avait aucune raison pour décroître pendant la période transitoire.

ART. 2. — *Dans la région urbaine.*

Certaines personnes, ayant droit à des lots de terres dans la région rurale, voulaient, pour différentes raisons, les avoir plus près des villes. D'autre part, la loi a mis au rang des soucis les plus importants, celui de songer à l'élément pauvre des villes et aux groupements publics.

La superficie donnée est d'autant plus petite que la terre est près de la ville et que l'agglomération est plus importante. Cette quantité ressort des paragraphes 48 et 49 de la loi sur la réforme agraire.

Voici le tableau du paragraphe 48 :

Catégorie	Près des villes dont le nombre d'habitants s'élève	Appartiennent à la 1 ^{re} zone les terrains situés à une distance maximum	Appartiennent à la 2 ^e zone les terrains situés à une distance maximum
1	de 3.000 à 10 000	1 km. à partir des limites de la ville	3 km. à partir des limites de la ville
2	10.000 à 50.000	2 —	5 —
3	50.000 à 100.000	3 —	7 —
4	au-dessus de 100.000	4 —	10 —

En rapprochant ce tableau de la disposition du paragraphe 49 de la même loi disant que l'étendue accordée aux personnes dépourvues de terre, au propriétaires ne possédant que peu de terre et aux artisans ruraux sera réduite jusqu'à 30 % de l'étendue obtenue dans la région rurale si le lot est situé dans la première zone urbaine et jusqu'à 60 % de la même étendue s'il est situé dans la deuxième, nous arrivons aux surfaces accordées dans la région urbaine. Admettons qu'une certaine personne ait le droit d'obtenir des terres dans la région rurale, mais qu'elle préfère l'obtenir dans le voisinage d'une ville, par exemple qu'elle choisisse des terres à 2 kilomètres d'une ville de 10.000 à 50.000 habitants. Elle obtiendra donc près de 1/3 de l'étendue à laquelle elle aurait droit

dans la région rurale. Si cette même personne avait choisi son lot à 7 kilomètres d'une ville de 50.000 à 100.000 habitants, elle obtiendrait près des $\frac{2}{3}$ de l'étendue à laquelle elle aurait eu droit dans la région rurale.

Les ouvriers des villes, les employés des administrations et des entreprises publiques ou privées qui ne possèdent pas de biens immobiliers obtiennent de $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ hectare dans la première zone ou de $\frac{1}{4}$ à 1 hectare dans la deuxième.

L'affectation des parcelles de la première et de la deuxième zone est prononcée par la loi elle-même. Il en va différemment pour les parties situées dans la zone suburbaine : dans ce cas leur attribution est laissée à l'appréciation des organes chargés de l'application de la réforme. Suivant l'importance de la ville et suivant l'emplacement des terrains, ils sont morcellés en des lots plus ou moins étendus et donnés aux ayants droit. Au commencement de l'exécution de la réforme, ces ayants droit n'étaient pas uniquement les militaires qui ne possédaient que peu de terre ou qui en étaient totalement dépourvus, mais quand il est apparu que les réserves de terres avaient encore diminuées, personne, en dehors d'eux, n'y a plus mis le pied. Pratiquement ces portions varient de $\frac{1}{8}$ à 1 hectare.

En dehors de très peu de cas exceptionnels, la loi ne parle pas de la part accordée aux groupements publics. Ceci également est laissé à l'appréciation des organes qui appliquent la réforme. Une disposition différente de la loi serait irrationnelle, car les groupements ont un caractère essentiellement relatif et la loi ne peut suivre de si près les événements.

Voici quelques données jusqu'au 1^{er} Juillet 1936 :

- 1) à 35 laiteries ont été accordés 61 hectares;
- 2) à 34 institutions d'ordre social 645 hectares;
- 3) à 1.158 municipalités 2.520 hectares;

4) à 237 organisations privées, institutions de bienfaisance et d'utilité sociale 3.339 hectares, etc.

SECTION III. — LES CONDITIONS D'OBTENTION.

ARTICLE PREMIER. — *Paiements de rachat pour la terre reçue.*

Dans tous les Etats, où la réforme agraire a été faite, ont été appliqués les paiements de rachat pour la terre reçue. Ce ne sont évidemment pas des versements correspondant à la valeur du bien obtenu, mais ils représentent simplement un dédommagement pour les services rendue et pour les dépenses survenues entre l'époque à laquelle les grands propriétaires ont été expropriés et celle à laquelle ces terres sont passées en la propriété du petit.

Le petit exploitant nouveau paie des sommes très différentes : en Tchécoslovaquie elles se rapprochent du prix des terres sur le marché, en Roumanie elles ne constituent qu'un faible pourcentage de ce prix.

La loi agraire lithuanienne a prévu deux espèces de paiements de rachat :

1) ceux appliqués dans la région rurale et dans la 1^{re} et la 2^e zones urbaines ;

2) ceux appliqués dans la zone suburbaine.

Aussi bien dans le premier que dans le second cas les paiements de rachat sont moyens. En raison des différences existant dans les procédures d'évaluation et de versements entre le 1^{er} et le 2^e cas, il convient de les étudier séparément.

Comme j'en ai déjà fait la remarque, les paiements de rachat dans la région rurale et la première et la deuxième zone urbaines sont moyens si on se place au point de vue des conditions économiques de vie du pays. Un hectare de la mielleure terre est évalué 894 frs 60. Un

hectare de la terre dernière qualité vaut 63 frs 90. Si on se rappelle que les paiements de rachat ne sont versés que 9 ans après le jour de la remise des titres de propriété et qu'ils sont échelonnés par annuités sur une durée de 36 ans et sans intérêts, il faudrait reconnaître que ces sommes ne sont pas lourdes pour le bénéficiaire. Leur importance est déterminée par la commodité de la région, la qualité et l'étendue de la terre. Le paragraphe 24 de la loi sur la réforme agraire détaille la somme des paiements de rachat pour un hectare de la façon suivante :

1) dans la meilleure région — terre de la 1^{re} classe 894 frs 60, de la 2^e 447 frs 30, de la 3^e 191 frs 70 et de la 4^e 95 frs 85;

2) dans la plus mauvaise région — terres de la 1^{re} classe 639 frs, de la 2^e 319 frs 50, de la 3^e 127 frs 80 et de la 4^e 63 frs 90.

Jusqu'au 5 Août 1925 les paiements de rachat étaient évalués en une certaine quantité de seigle, le jour du paiement la somme à verser était celle représentée par la valeur de cette quantité au cours du marché intérieur. C'était la conséquence de l'absence d'une monnaie stable.

Ceux qui ont droit d'obtenir de la terre souvent reçoivent en même temps les constructions, les arbres et les semences qui s'y trouvent. Dans ces cas les institutions chargées de la réforme agraire évaluent séparément chacun de ces objets et joignent cette somme au prix de rachat. On la rembourse suivant le même ordre et dans le même délai que les paiements de rachat.

Les villes et bourgs sont des localités dont le nombre d'habitant dépasse 3.000. Le montant des paiements de rachat est déterminé selon l'étendue du lot quelque soit l'emplacement ou la qualité de la terre, car les bénéficiaires sont compensés par l'étendue du terrain. Le paragraphe 50 de la loi sur la réforme agraire en ce qui concerne les paiements de rachat dans la zone suburbaine précise :

« Les personnes ayant reçu des lots de terres sont tenues de payer 177 frs 30 par hectare de terrain acquit pendant une période de 36 ans ». Les prix ne sont pas majorés d'intérêts et le versement commence à l'obtention de la terre. Les prix de rachat y sont plus importants et payables dans un délai plus court. Payer annuellement 177 frs 50 pendant 36, revient à payer 6.390 frs l'hectare. En comparant les prix moyens du marché des terrains à la campagne et en ville, la somme des paiements de rachat en ville sera proportionnelle à celle des paiements de rachat à la campagne.

Ces sommes sont perçues par les Inspecteurs des Contributions qui, lorsqu'ils sont sollicités par le débiteur, ont le droit de proroger d'un an le terme du versement, et de 2 ans après accord avec leurs supérieurs.

La moyenne arithmétique des paiements de rachat d'un hectare est égale à la campagne à 347 frs 46. Dans la zone suburbaine elle est unique et près de 18 fois plus élevée. Il peut sembler que le service rendu par l'Etat, sans qu'il cherche à en profiter, revient trop cher. Mais la cause de l'augmentation des prix de rachat découle du fait que toute une série de personnes, ayant le droit d'obtenir de la terre, l'ont reçue sans rien verser en échange. L'Etat, réalisant la réorganisation coûteuse de l'exploitation agricole, a estimé qu'il était possible d'augmenter un peu les paiements de rachat des cultivateurs nouvellement installés ou ceux des petits propriétaires qui étaient obligés de les payer.

La dispense des paiements de rachat peut être motivée par trois motifs :

- 1) motif de gratitude de l'Etat envers certaines personnes pour leur travail;
- 2) motif économique et juridique;
- 3) motif d'un autre ordre.

La guerre de 1914 à 1918 et la cruelle occupation allemande avaient complètement épuisé le pays. De 1918 à 1920 l'Etat s'est constitué dans des conditions très difficiles. Sur son sol se présentaient le Letton, le Polonais, le Russe rouge, le Russe blanc, l'Allemand derrière certains agitateurs et le Français amené par le Traité de Versailles. Avec le premier on s'est arrangé pacifiquement et avec tous les autres... les grands ne font d'ordinaire pas de compromis avec les petits. La petite armée dispersée sur tous les front et guerroyant le plus souvent la nuit a reconquis les frontières ethnographiques. Si le pays a été plus tard dépossédé du 1/3 de son territoire, c'est à cause de la naïveté avec laquelle il a cru en la bonne foi de la signature apposée par la Pologne au bas du traité international de Suvalkai (Suwalki). D'autre part il existait des personnes qui avaient mérité de leur patrie plus encore que les militaires. L'Etat ne pouvait pas être ingrat ni envers les premiers, ni envers les seconds. Il est évident que la dispense des paiements de rachat est peu de chose, mais c'est mieux que rien du tout. C'est pourquoi une série de personnes ont été exemptées de ces paiements. Ce sont :

1) les militaires ayant loyalement servi dans l'armée et qui ont été exemptées de service militaire à cause de blessures ou atteintes à leur santé;

2) les titulaires de la médaille militaire;

3) les titulaires de la médaille créée plus tard « Kûrêjai savanoriai »;

4) les familles des personnes mentionnées plus haut si ces dernières ont été tuées ou sont décédées à la suite de blessures, ou de faits tenant au service militaire, ou morts après leur libération;

5) les membres du Comité Fondateur ayant signé le 16 Février 1918 l'Acte de l'Indépendance.

L'exploitation agricole qui n'est pas grevée par les droits des tiers est plus économique, ayant le plus largement la liberté indispensable à l'exploitation agricole rationnelle. Les droits des tiers entraînent toujours des querelles et des incompréhensions. En raison de cela, la loi agraire a jugé indispensable de libérer trois catégories de personnes des paiements de rachat. Ce sont :

1) les personnes qui ont obtenu des terres du gouvernement russe et qui ne se sont pas complètement acquittés du prix de rachat;

2) les personnes qui d'après les lois russes avaient le droit d'obtenir de la terre provenant des grandes propriétés terriennes, si toutefois elles en avaient la possession effective au moment de la promulgation de la loi;

3) les personnes dont les terres situées à la campagne étaient grevées d'un bail d'affermage spécial à durée indéterminée. Cet affermage spécial indéterminé est caractérisé par la possibilité d'exploiter la terre librement, avec tous les droits du propriétaire, mais un tel fermier était redevable envers le propriétaire d'une obligation, à savoir : payer en espèces ou en nature une somme ou une quantité qui ne pouvait être modifiée par la seule volonté du propriétaire.

Pour des motifs d'un autre ordre, ainsi que nous l'avons indiqué, la loi libère des paiements de rachat pour les terres acquises dans deux cas : premièrement l'Association des Francs-Tireurs peut obtenir de la terre en propriété sans paiements de rachat, et deuxièmement même solution en ce qui concerne les besoins des différents cultes et des cimetières.

Donc, si les personnes assujetties au rachat ne paient que des sommes moyennes, toute une catégorie en est exempte ainsi que nous venons de le voir.

Ne sont pas assujetties aux paiements de rachat pour les locaux, arbres et semences qui se trouvent sur les terres données les personnes suivantes :

- 1) les membres du Comité Fondateur ;
- 2) les personnes qui pour des motifs d'ordre économique et juridique sont dispensées des paiements de rachat non acquittés envers le gouvernement russe dûs pour les terres qu'elles possédaient effectivement ;
- 3) les personnes juridiques qui ont obtenu de la terre pour les besoins des cultes et des cimetières ;
- 4) l'Association des Francs-Tireurs et les municipalités.

ART. 2. — Restrictions à la libre disposition de la terre reçue.

Les restrictions au droit de disposer de la terre reçue étaient plus nombreuses au début de la réforme qu'actuellement. La loi a omis régulièrement de les indiquer. Quelques exemples vont le prouver. La loi sur la réforme agraire était hostile au morcellement des lots donnés, les dispositions ultérieures ne parlent pas de cette sorte d'interdiction. La loi agraire avait prévu un délai de huit ans pour s'installer sur la terre donnée, il est aboli deux ans après. Il était interdit de céder (sauf par la voie de l'hérédité ab intestat ou testamentaire), cette interdiction ne joue plus dans certains cas... La loi prévoit que celui qui n'a pas encore réglé toutes ses dettes envers l'Etat peut, avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Agriculture, partager, grever, affermer et hypothéquer les terres reçues (si l'hypothèque est donnée à la Banque Foncière une telle autorisation n'est pas nécessaire). Aucune autorisation n'est exigée si la personne a reçu la terre exempte des paiements de rachat ou si elle s'est complètement acquittée de ses dettes envers le gouvernement. La loi envisage un peu autrement la cession des terres par

voie autre qu'ab intestat ou testamentaire. Dans ce cas on exige, dans la période de 10 ans du jour de la remise des titres de propriété, l'approbation du Ministère de l'Agriculture même si le nouveau propriétaire n'a aucune dette envers l'Etat. Donc après s'être acquitté, 10 ans s'étant écoulés depuis le jour de l'obtention des titres de propriété, le nouveau propriétaire du lot pourra disposer de son bien sans restriction aucune.

La dette envers l'Etat est portée dans l'acte de cession sous forme de droit réel grevant ce bien immobilier. Elle est, évidemment, liée au bien immobilier et non pas à la personne du propriétaire. C'est pourquoi l'Etat ne réclame pas aux anciens propriétaires la dette afférente du moment que le bien a changé de mains. L'Etat exige simplement que l'acheteur ait le droit d'acquérir des terrains agricoles. Ce droit le possèdent :

1) ceux qui personnellement depuis au moins 10 ans se livraient à l'agriculture ou travaillaient uniquement dans l'agriculture ;

2) ceux dont les parents ou les grands-parents se livrent ou se sont livrés à des travaux agricoles ou travaillent ou ont travaillé dans l'agriculture.

La tendance de la loi agraire à imposer aux propriétaires des conditions strictes à la libre disposition des biens reçus a changé. Une telle interdiction s'opposerait au dynamisme de la vie. Reconnaître le principe de la liberté dans le domaine économique et l'empêcher de se manifester serait irrationnel. Mais, si on laissait une liberté absolue, n'allait-il pas se produire un retour à l'état de choses que justement la réforme agraire avait eu pour but de détruire ? Il ne le semble pas, à condition que la loi prévoie la superficie maximum qu'une seule personne aura le droit de posséder et que des mesures artificielles ne viennent pas favoriser la grande propriété. Avant guerre, on voyait dans presque tous les Etats d'Europe

diminuer les grandes propriétés terriennes à l'avantage des petites. La réforme agraire n'a fait qu'accélérer ce processus. Il me semble que la loi a produit à temps un tournant favorable.



En résumé, le partage des terres s'est effectué de la façon suivante :

1) les terres données aux travailleurs agricoles ne possédant pas ou peu de terres. Les autres personnes n'ont pas bénéficié de la loi agraire. Les non travailleurs agricoles n'ont obtenu que près de 10 % de l'étendue totale des terres partagées. En se souvenant que le principe du travail exige seulement qu'on vive de son bien par son propre labeur, la totalité des terres envisagées par la loi agraire a été partagée suivant ce principe. Les terres données aux institutions publiques ne l'ont pas été sur cette base;

2) dans la région rurale on a donné de 8 à 20 hectares. Plus tard cette mesure a été réduite, le minimum ayant été supprimé. Dans la région urbaine ces superficies sont ramenées jusqu'à 30 ou 60 % de celles accordées dans la région rurale. Dans les villes l'importance de l'étendue donnée aux personnes physiques et aux groupements de caractère public (en dehors de quelques petites exceptions) est laissée pour chaque cas d'espèce à l'appréciation des organes chargés de l'application de la réforme agraire;

3) les conditions de l'attribution des terres consistent dans le fait qu'une partie des bénéficiaires est tenue à verser des paiements de rachat, tandis que l'autre en est dispensée. Les restrictions à la libre disposition des terres reçues sont provisoires.

Toutes ces terres sont données en propriété ou en jouissance. Les conditions de la jouissance sont déter-

minées par les organes de la réforme. D'ordinaire, elles sont données pour un laps de temps indéterminé à condition de supporter toutes les charges en espèces et en nature afférentes à la terre.

L'affectation des terres données en propriété ressortira plus clairement du tableau ci-dessous :

Catégorie	Nouveaux Propriétaires	Superficie		Nombre de propriétés
		en hectares	en %	
1	Artisans ruraux ne possédant pas de terre qui ont obtenu jusqu'à 2 hectares	2 334	0,52	1 255
2	Travailleurs agricoles ne possédant pas de terre qui ont obtenu jusqu'à 2 hectares	5 615	1,25	3 332
3	Travailleurs agricoles ne possédant pas de terre qui ont obtenu de 2 à 8 hectares	53 310	11,86	9 250
4	Travailleurs agricoles ne possédant pas de terre qui ont obtenu de 8 à 20 hectares	280 956	62,51	23 677
5	Travailleurs agricoles ne possédant pas de terre qui ont obtenu plus de 20 hectares	13 674	3,04	518
6	Petits propriétaires terriens	87 520	19,48	25 032
7	Habitants des villes	3 279	0,73	7 862
8	Laiteries	61	0,01	35
9	Écoles privées, hôpitaux, asiles et institutions d'ordre social ou public . .	645	0,14	34
10	Association des Francs-Tireurs . . .	105	0,02	100
11	Différentes personnes juridiques de caractère religieux.	1 978	0,44	685
	TOTAL . .	449 477	100 ▶	71 780

La réforme agraire visait 566.350 hectares de terre. Au 1^{er} Juillet 1936, 449.477 hectares ou 79,36 % de cette superficie avaient été donnés en propriété. Ce pourcentage n'augmentera que faiblement lorsque tout sera réparti, puisqu'il ne reste plus à distribuer que 20.262 hectares.

A la date du 1^{er} Juillet 1936, 47.601 hectares ou 8,41 % de toute l'étendue des terres destinées à la réforme agraire ont été donnés en jouissance. Ce pour-

centage aussi doit augmenter quelque peu lorsque seront affectés les 20.262 hectares déjà mentionnés. La répartition des terres données en jouissance est la suivante :

Catégorie	Nouveaux détenteurs	Superficie		Nombre de domaines
		en ha	en %	
1	Institutions d'Etat	33 265	69,88	2 802
2	Institutions municipales . .	2 520	5,29	1.158
3	Organisations privées, œuvre de bienfaisances et institutions d'ordre social . . .	3.339	7,02	237
	Réservé pour des champs modèles	8.477	17,81	80
	TOTAL . .	47 601	100 »	4.277

Donc, au 1^{er} Juillet 1936 ont été répartis en propriété ou en jouissance 87,77 % de toute l'étendue des terres. Le reste a été utilisé pour les besoins suivants :

1) 28.154 hectares ou 4,99 % ont été distribués aux cultivateurs sous forme de compensation pour les servitudes liquidées;

2) 5.067 hectares ou 0,89 % ont été donnés comme indemnité pour les terres expropriées;

3) 15.789 hectares ou 2,78 % ont été vendus ou sont destinés à l'être;

4) 20.262 hectares ou 3,57 % restent sans affectation.

On détermine les limites des terres reçues ou laissées aux cultivateurs nouvellement installés et aux grands propriétaires terriens et les documents établis à cet effet sont délivrés gratuitement par le Département de la Coordination des Terres.

Lorsque la réforme agraire sera accomplie, 90 % des terres environ reviendront aux nouveaux propriétaires et détenteurs.

CHAPITRE VII

LES CRÉDITS AUX BÉNÉFICIAIRES DE LA RÉFORME

SECTION I. — LE CRÉDIT ACCORDÉ PAR LES ORGANES DE LA RÉFORME AGRAIRE.

L'octroi de crédits aux nouveaux agriculteurs fut un des problèmes les plus difficiles. Les entreprises industrielles et commerciales recouraient largement aux crédits des banques et des capitalistes puisqu'ils pouvaient payer des intérêts élevés. Le capital s'était détourné de l'agriculture et surtout des agriculteurs nouvellement installés. Si l'un ou l'autre de ces derniers réussissait à emprunter, il était obligé plus tard d'abandonner sa propriété, car l'exploitation agricole ne peut pas supporter les frais d'un prêt à un taux de 20 à 30 %. Surtout si elle n'est pas dirigée avec l'intensité suffisante pour laisser une marge notable de bénéfices.

Les organes chargés d'appliquer la réforme agraire se sont préoccupés du sort de ce nouvel exploitant et ils lui ont ouvert des crédits.

Suivant la loi du 26 Août 1920, un prêt unique sans intérêts et pour un temps indéterminé leur était accordé. Il pouvait aller jusqu'à 100 troncs de haute futaie et jusqu'à 12,8 quintaux de semences de céréales. La loi agraire du 3 Avril 1922 fixe à ces avances un terme de 10 ans, partant du jour où elles étaient accordées. D'autre part, elle octroie dans les mêmes conditions un nouveau prêt de 100 troncs de haute futaie et 26,3 quintaux de semences de céréales maximum. La loi du 5 Août 1925 modifie cela et décide que le prêt donné pour 10 ans, sans intérêts à tout cultivateur nouvellement installé, consiste : ou en 90 stères maximum de bois, ou en d'autres matériaux de construction, ou en espèces qui permettront l'achat de ces matériaux et des semences et autres objets indispensables à la culture suivant les besoins de chacun. L'évaluation de ces besoins est confiée aux organes de la réforme agraire.

Avec la crise de 1929, le prêts accordés aux cultivateurs nouvellement installés ont été restreints. Certains de ces derniers se sont trouvés dans une situation économique difficile. D'une part, il fallait continuer d'aider les cultivateurs nouvellement installés et d'autre part, en raison des difficultés budgétaires, restreindre les avances. Le 16 Avril 1930 a paru une loi relative aux secours. On ne les donne qu'à une seule catégorie de cultivateurs nouvellement installés, c'est-à-dire : aux militaires volontaires médaillés entrés au service avant le 1^{er} Janvier 1921 et qui ont obtenu de la terre, à leurs familles en cas de décès et aux héritiers des exilés de 1863. La somme accordée est égale à 8.520 francs et donnée en espèce ou en nature. Les prêts, accordés antérieurement aux dites personnes, sont considérés comme des secours jusqu'à concurrence de la dite somme.

Au début de l'application de la réforme les organes chargés de sa réalisation se montrèrent généreux envers

les personnes demandant de la terre. Les réserves de terre ont diminué rapidement et le nombre de ceux qui avaient droit d'en obtenir est resté important. De 1932 à 1933, les lots convenant à l'exploitation agricole sont devenus rares. Les militaires qui n'avaient pas été servis ont réclamé de la terre ou des valeurs équivalentes en dénonçant ceux qui n'avaient pas servi dans l'armée et qui en avaient obtenu. La loi du 19 Septembre 1934 leur reconnaît à eux ou à leurs familles et aux héritiers des exilés de 1863 le droit d'obtenir du Trésor, en place de terre, 8.520 francs. Juridiquement donc ils obtiennent de la terre, et la loi du 16 Avril 1930 sur les secours doit leur être appliquée. Au total, ils reçoivent alors 17.040 francs en espèces ou en nature.

Les prêts et les secours en nature étaient donnés sous forme de céréales et de bois pour deux raisons : après guerre, pendant un certain temps, il n'existait pas de monnaie stable et l'on pensait qu'un prêt en nature atteindrait mieux son but. En pratique, il n'en était pas toujours ainsi : la semence souvent n'a pas été utilisée comme telle, quant au bois le Département des Forêts métrait le nombre de stères équivalent, d'après les prix taxés des bois d'Etat, à la somme en question et les attribuait au cultivateur nouvellement installé. Près de 50 % de ce bois ont été récédés par les bénéficiaires aux marchands de bois pour 70 à 80 % de leur valeur. D'ordinaire, cette procédure était encore simplifiée : le nouveau cultivateur obtient un bon pour une certaine somme, le transmet immédiatement au marchand de bois pour un prix réduit de 30 à 20 %, empoche l'argent et l'affaire est close. Le marchand de bois touchait le bois et l'exploitait à son gré. Cette pratique entraînait une double perte : le cultivateur nouvellement installé perdait près de 30 à 20 % de la valeur de ce qui lui revenait, et la grande quantité de bois jetée sur le marché nuisait à l'exploita-

tion forestière de l'Etat. Il en résultait une exploitation forestière irrationnelle, une baisse des prix du bois et une diminution de la valeur des secours. Cette pratique s'est surtout montrée fâcheuse ces dernières années quand les prix de bois ont augmenté. Aussi la loi du 8 Octobre 1936 donne-t-elle les secours sous forme de bons du Trésor. Le montant des bons, les conditions d'émission et de rachat ont été fixées par le Conseil des Ministres. Pour commencer il en est émis pour 21.300.000 frs. Le dernier terme pour le rachat de ces bons à leur valeur nominale est fixé au 15 Janvier 1941.

Cette ouverture de crédits repose sur deux bases : on distingue premièrement tous les nouveaux cultivateurs et deuxièmement les militaires nouvellement installés, leurs familles et les héritiers des exilés. Les premiers obtenaient ou obtiennent des prêts, les seconds des prêts et des secours.

Les crédits étaient accordés à des conditions avantageuses à deux points de vue : prêts sans intérêts et à long terme.

Aucune loi sur les crédits accordés n'a prévu le paiement d'intérêts. Le total des crédits accordés se montait au 1^{er} Juillet 1936 à 188.865.450 francs. A la même date les secours constituaient 41.938.681 francs du total des crédits. Donc, en raison des secours d'Etat, l'endettement des cultivateurs nouvellement installés a diminué de 22,21 % du montant total des crédits.

Les organes de la réforme agraire n'ont pas prévu de terme pour les tout premiers crédits. La loi sur la réforme agraire parle d'un terme de 10 ans à compter du jour où ils étaient délivrés. Plus tard, ces termes sont remis jusqu'à la parution de la loi du 19 Septembre 1934 qui décide : « La dette envers l'Etat de la personne ayant reçu de la terre, des locaux, bois et semences ainsi que les crédits accordés, à la délivrance des titres de propriété, est

fondue avec les paiements de rachat en une seule dette qui doit être payée par annuités égales en 36 ans. » Le total de la dette est porté sur l'acte de cession donné au cultivateur nouvellement installé. De cette façon on évite toutes les combinaisons juridiques possibles de la part de ces derniers.

Il faudrait également noter que la loi donnait pour base d'évaluation des prêts en nature des prix inférieurs à ceux du marché, car à partir du 1^{er} Février 1923 un stère de bois de haute futaie est évalué selon les tarifs de bois d'Etat, et un kilogramme de semence de seigle à 1 fr. 06.

Il revient à chaque exploitation nouvelle, au titre des crédits ouverts par les organes chargés d'appliquer la réforme, une somme d'environ 4.115 francs. Avec la meilleure volonté on ne peut, grâce à cette somme, créer une nouvelle installation agricole. En pratique, certains cultivateurs nouvellement installés n'ont pas demandé de crédits n'en ayant pas besoin, d'autres ont reçu une plus forte somme, et surtout ceux à qui ont été attribués les centres et les constructions des grandes propriétés partagées.

Parallèlement aux crédits, proprement dits, accordés aux cultivateurs nouvellement installés, était pratiquée une autre méthode de financement de ceux qui rachetaient à l'Etat les centres des propriétés morcellées et les lots de terrains qui ne pouvaient être divisés. Les sommes, dont ces personnes restaient redevables à l'Etat, devaient porter intérêt à 9 %, l'intérêt légal du pays. Néanmoins, la loi se contente de 5 % pour la terre vendue en vue de l'exploitation agricole, plus tard elle a permis au Ministre de l'Agriculture de réduire le taux de loyer à 3 % et enfin les ordonnances du Conseil des Ministres peuvent supprimer tout intérêt pour une durée de 15 ans. En plus de cette facilité, la dette peut être

répartie sur 25 ans et même elle peut être réduite jusqu'à 50 % de sa valeur. L'Etat a cédé les centres des propriétés foncières et les étendues de terres qui ne conviennent pas au morcellement afin que les grandes propriétés soient rationnellement réparties entre les nouveaux exploitants et non pas pour en tirer des revenus. J'ai déjà indiqué dans le chapitre sur le partage des terres comment l'Etat a compris la nouvelle exploitation rationnelle. Ces principes recevaient ici leur application : bien que juridiquement tout le monde fut libre d'acquérir des terres de l'Etat, en pratique une partie seulement de la population a usé de ce droit.

SECTION II. — LE CRÉDIT ACCORDÉ PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.

Les capitaux libres du pays se sont tournés vers l'industrie et le commerce qui se développent. Il fallait ou se passer de crédits, ou payer des intérêts élevés et se contenter d'un prêt à court terme. Comme dans le conte : « Tourne à droite - tu rencontreras un loup, tourne à gauche - tu tomberas sur un ours. » Les crédits insuffisants consentis par les organes de la réforme agraire ainsi que la maigre épargne personnelle ont bien permis au cultivateur de commencer à subvenir à ses besoins, mais ne lui permettent pas d'installer convenablement son exploitation.

Afin de financer l'agriculture, a été fondée, en 1924, la Banque Foncière sous la forme d'une société par actions au capital de 17.750.000 francs. La loi permet d'augmenter ce capital au bout de 10 ans des sommes spécialement affectées par voie budgétaire jusqu'à concurrence de 177.500.000 francs (actuellement entièrement versés). Il en résulte que l'Etat devient presque l'unique actionnaire.

La Banque Foncière réunit les fonctions du crédit foncier proprement dit et du crédit agricole, puisqu'elle accorde non seulement des crédits pour se procurer les capitaux nécessaires à l'acquisition d'un immeuble ou à des améliorations foncières permanentes, mais également des capitaux d'exploitation. Ils sont donnés à long et à court terme et sont garantis par d'autres sûretés que l'hypothèque. Cependant la tendance générale de la Banque Foncière est d'accorder des avances à long terme et à taux réduit en vue d'améliorations foncières permanentes.

Les créances hypothécaires de la Banque Foncière se montaient à 43.100.049 francs au 1^{er} Juillet 1936, donc 939 francs pour chaque nouvelle exploitation. Evidemment un prêt de 939 francs n'en est pas moins minime pour une installation agricole.

Les cultivateurs nouvellement installés ne s'adressaient pas aux autres banques étant donné que : 1° les intérêts exigés par elles sont bien plus élevés en raison de toutes les commissions qui s'y ajoutent ; 2° des nombreuses formalités indispensables à la prolongation du terme et 3° de la nécessité de l'autorisation des organes de la réforme quand on veut contracter une hypothèque ailleurs qu'à la Banque Foncière.

Les fonctions essentielles du crédit agricole sont remplies par les Sociétés de Petit Crédit dispersées sur tout le territoire. Leurs capitaux se composent des dépôts des agriculteurs de la région et des prêts accordés par l'Etat. Ces sociétés accordent des prêts par petites sommes, pour un terme de 12 mois environ et à un taux de 3 1/2 à 5 %. Ces sociétés ressemblent beaucoup aux caisses de Raiffeisen en Allemagne.

Les Sociétés de Petit Crédit et la Banque Foncière ont abaissé le loyer du crédit agricole et le crédit foncier proprement dit. Cependant ce crédit, quoique meilleur

marché, est encore trop lourd pour les nouveaux exploitants et l'agriculture en souffre.

*
**

Le financement des nouvelles exploitations était assuré par les organes chargés de la réalisation de la réforme agraire, par la Banque Foncière et par les Sociétés de Petit Crédit.

Les premiers venaient en aide à tous les cultivateurs nouvellement installés en général et spécialement aux volontaires des guerres et aux héritiers des exilés de 1863 qui recevaient et reçoivent encore chacun un secours de 8.520 francs.

La Banque Foncière n'est pas une institution spécialement créée dans le but de faciliter l'application de la réforme, mais ses administrateurs sont particulièrement sensibles à la situation des nouveaux exploitants : un quart du capital de cette banque est investi dans 446.688 hectares des terres nouvellement réparties, les trois autres quarts restent affectés aux 3.699.812 hectares représentant le total des anciennes exploitations (cette deuxième part n'est d'ailleurs pas complètement investie). Si on se rappelle qu'un prêt accordé à un cultivateur installé depuis longtemps est plus sûr que celui accordé à un cultivateur récent, on s'expliquera plus facilement le sens de la politique de financement de la Banque Foncière.

Les sociétés de Petit Crédit, abondamment financées par l'Etat, ne sont pas non plus spécialement organisées en vue de l'octroi de crédits aux cultivateurs nouvellement installés. Elles s'occupent du crédit agricole en général. Ici je voudrais faire une remarque sur la question du terme des prêts. D'ordinaire ils ne dépassent pas 12 mois. En Lithuanie ce terme passait souvent de 12 mois à 12

ans. Il y a quelques années on a commencé à employer des mesures plus strictes de lutte contre la transformation des crédits à court terme en crédit à long terme, mais ces efforts furent vains.

La loi a prévu la création d'une institution spéciale de crédit chargée d'effectuer toutes les opérations financières en liaison avec la réforme agraire. Cependant ce paragraphe 64 de la loi sur la réforme agraire est resté lettre morte, il a d'ailleurs disparu le 19 Septembre 1934, car on a estimé qu'on pouvait se passer d'une nouvelle institution. Les considérations d'économie en étaient les causes primordiales.

Le montant total de l'endettement des cultivateurs nouvellement installés, les secours exceptés, était le 1^{er} Juillet 1936 de 190.026.824 frs. Leurs propriétés, comprenant 446.688 hectares, peuvent être évaluées avec tous les biens mobiliers et immobiliers à 893.376.000 frs environ. De la sorte leur endettement constitue 21,27 % de la valeur de leur bien. En y ajoutant les autres dettes, ce pourcentage peut s'élever à 25 %. Ce n'est plus négligeable, cependant il ne suffit pas à permettre l'installation des cultivateurs. Elle n'augmente pas assez rapidement à cause du manque de capitaux. Les capitaux étrangers ne sont pas recherchés, leur taux de loyer étant trop élevé pour l'agriculture lithuanienne. On arrive à persuader l'ancien et surtout le jeune cultivateur que le crédit est en eux-mêmes et qu'un organisme vigoureux se développe sans observer la diète.

CHAPITRE VIII

QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA LOI AGRAIRE

SECTION 1. — LES COTÉS NÉGATIFS DE LA LOI AGRAIRE ET DE SON EXÉCUTION.

La loi sur la réforme agraire a été minutieusement préparée. On s'est efforcé de l'exécuter avec autant de scrupule. Vauters (A.) dit que « la législation agraire lithuanienne est une des mieux étudiées et des plus complètes. Elle s'inspire à la fois de l'énergie, du bon sens, de la clairvoyance, de la mesure (p. 97).

Dans le domaine de l'expropriation des terres il y avait une lacune grâce à quoi les grands propriétaires terriens ont bénéficié de près de 118.225 hectares de terres supplémentaire. A côté du droit consenti aux institutions chargés de l'exécution de la réforme agraire d'annuler tous les actes juridiques fait dans l'intention d'éluider à la loi agraire, il aurait fallu interdire aux notaires, tribunaux et aux institutions ayant la charge des registres cadastraux de réduire d'une façon ou d'une autre les réserves des terres du fonds de la réforme agraire. Ou mieux encore faire peser une inaliénabilité sur les

biens expropriés. Que les grands propriétaires se mettent alors à acheter, vendre, partager, offrir, etc... Quand l'affaire se présentera devant le fonctionnaire chargé des registres du cadastre, il attirera l'attention sur l'indisponibilité frappant le bien en question. Les différentes combinaisons des grands propriétaires terriens pour éluder la loi agraire disparaîtraient d'elles-mêmes puisqu'elles seraient devenues sans effet.

Les organes de la réforme agraire n'ont pas employé de moyens strictes et rapides contre la spéculation des grands propriétaires terriens sur les terres d'Etat. Les grands propriétaires ont appliqué à une cadence accélérée les combinaisons juridiques citées. Pourquoi ne les a-t-on pas empêchés, je l'ignore comme beaucoup.

L'expropriation des terres ecclésiastiques était généralement conduite selon la loi, mais pour les biens de l'église catholique la pratique s'est écartée des règles légales après le Concordat avec le Saint Siège du 20 Décembre 1927.

L'expropriation pénale, sanction contre les grands propriétaires qui agissent ou qui ont agi contre l'indépendance du pays, était légitime. Ce qui l'est moins, à mon avis, c'est que la détermination de ce délit appartient aux organes chargés d'exécuter la réforme agraire. Ce serait plutôt le rôle du Tribunal.

La portion non expropriable a été relevée de 80 hectares à 150 hectares (en pratique cette superficie pouvait monter, ainsi que nous l'avons vu, jusqu'à 100 ou 170 hectares). Dans les conditions où se trouve l'agriculture lithuanienne une telle augmentation est injustifiable : d'une part cela a entraîné la diminution des réserves de terre, d'autre part un grand propriétaire terrien bon cultivateur peut se tirer d'affaire aussi bien avec 80 hectares qu'avec 150 hectares. En tous cas, même avec 150 hectares, il n'arrivera pas à entretenir les palais et les immen-

ses constructions. Si on se rappelle la diversité des terres selon la structure du sol, du sous-sol et la fertilité — cela devient encore moins justifiable au point de vue des intérêts économiques du pays tout entier.

Des lois ultérieures ont considérablement modifié les dispositions relatives à l'expropriation contenues dans la loi fondamentale. Je ne voudrais pas mentionner encore une fois tous les privilèges accordés par ces lois aux grands propriétaires terriens. Ils sont allés jusqu'à avantager les majorats eux-mêmes. Cela a réduit les réserves de terres à distribuer et le nombre des personnes ne possédant pas de terre et n'en possédant pas suffisamment n'a pas diminué comme il aurait dû. Cette politique allait à l'encontre de l'intérêt économique du pays et des préoccupations d'ordre national. Si la grande culture ne peut pas soutenir la concurrence de la petite et de la moyenne, il n'y a pas de raison de lui donner une vitalité artificielle en augmentant les portions non expropriables, rendant les eaux et tolérant même les propriétaires de majorats. Ces procédés ont coûté à l'Etat près de 153.373 hectares, car les lois ultérieures ont légalisé l'appropriation de quelques 118.225 hectares soutirés à l'Etat et n'ont pas exproprié environ 35.148 hectares. En fin de compte, au lieu de laisser aux grands propriétaires terriens près de 120.000 hectares, comme on l'avait prévu, il leur est resté à peu près 273,373 hectares.

Comme base de l'indemnité allouée pour les biens expropriés on a pris la moyenne des cours du marché des terres et des forêts entre 1910 et 1914. Cette base est bonne, mais il aurait été préférable de se reporter aux cours de l'année de l'expropriation. Il fallait totaliser immédiatement ces sommes, faire le calcul des dettes des grands propriétaires envers l'Etat, calculer la différence obtenue en monnaie lithuanienne, mettre en dépôt l'indemnité due à ceux qui l'acceptaient jusqu'à ce que

leurs dettes privées soient liquidées et affecter aux besoins de la défense nationale les sommes dûes à ceux qui refusaient. Si tous les capitaux du pays ont souffert de l'inflation de la monnaie allemande, il n'y avait pas de raison que les capitaux des grands propriétaires terriens y échappent. En réalité l'indemnisation a été ajournée d'une année à l'autre. Ses dernières années seulement on a commencé à s'acquitter. Près de 50 % de l'étendue, qui doit être indemnisée, l'ont été au 1^{er} Juillet 1936.

L'affectation des terres ne s'est pas faite selon la règle qui fixait un minimum de 8 hectares et un maximum de 80 ou 150 hectares.

En raison des lois favorables aux grands propriétaires terriens déjà mentionnées, le fait qu'on s'est écarté du minimum de 8 hectares fut cause de la diminution des réserves de terres de la réforme. Si on s'était tenu aux portions déterminées par la loi agraire, un plus grand nombre encore de personnes aurait été laissé sans terres. Ceci est contraire au principe de rationalisation de l'exploitation sur lequel reposait la réforme agraire.

On s'est écarté de la superficie maximum de 80 hectares au début et plus tard de 150 hectares, et on est allé jusqu'à tolérer 500 hectares. Le paragraphe 71 de la loi sur la réforme agraire dit qu'on ne peut pas acquérir plus de 150 hectares de terrain agricole. Les organes chargés de l'exécution de la réforme ne comprennent pas dans le mot « acquérir » l'héritage postérieur à la promulgation de la loi et permettent d'acquérir par cette voie plus de 150 hectares. Je pense avec Elsbergas (S) que cette interprétation du paragraphe 71 est inexacte, car « si le législateur n'avait voulu interdire l'acquisition d'une étendue supérieure à 150 hectares que par voie d'achat, il l'aurait dit explicitement, mais puisque le mot « acquérir » est introduit dans la

loi, on devrait l'interpréter dans tous les cas où l'on peut acquérir des biens immobiliers, soit : par hérédité, prescription acquisitive, achat, hypothèque, donation etc... ».

En matière d'affectation des terres on a commis une autre erreur dans le choix des candidats qui doivent en recevoir. Jusqu'au 17 Décembre 1926 les parties politiques rivalisaient, et, suivant l'influence que l'un ou l'autre avait sur le gouvernement, des nombreux lots de terres étaient adjugés à gauche ou à droite. Une grande quantité en est surtout passée à droite lorsque, au début de l'exécution de la réforme, le portefeuille du Ministre de l'Agriculture fut assez longtemps entre les mains d'un prêtre. Après le 17 Décembre 1926 le choix des candidats est devenu plus objectif. Ainsi les militaires possédant peu de terre ou n'en possédant pas du tout et qui en ont obtenu de 1919 à 1926 constituaient 18 % du total des bénéficiaires et de 1927 à 1931 54 %. D'autre part, ces terres ont été distribuées sans tenir compte des capacités personnelles ou économiques des postulants, mais seulement d'après leur situation foncière et le classement indiqué. De là le nombre insuffisant d'installations sur les nouveaux terrains. Mais il n'y a pas lieu de trop s'en plaindre vu les faibles crédits accordés à cet effet.

Le tableau ci-dessous montrera plus clairement l'installation des nouveaux cultivateurs à la campagne et des nouveaux propriétaires en ville. Le premier concerne la région rurale et le second la région urbaine.

	Nombre	Pourcentage
Culture installées	31.930	83 95
Cultures non installées	6.102	16 05
TOTAL...	38.032	100 »

	Nombre	Pourcentage
Lots bâtis.	4 719	60.02
Lots non bâtis	3.143	39.98
TOTAL ..	7 862	100 »

On dispose d'un recours hiérarchique contre les actes irréguliers des fonctionnaires de tout organe de la réforme. On prend des mesures strictes vis-à-vis des fonctionnaires incriminés. Si la personne lésée le juge nécessaire, elle peut encore assigner en justice le fonctionnaire qui lui a porté préjudice et demander des dommages et intérêts sans en référer à l'autorité administrative. Tout cela est bien, mais insuffisant. Plus d'un particulier devait ressentir les effets de l'absence d'un Tribunal Administratif, surtout si on se souvient que la loi générale de réforme agraire envisage aussi le morcellement des villages en exploitation autonome est la liquidation des servitudes et des pâturages en commun.

Il me semble enfin que la question des biens immobiliers des étrangers n'est pas bien résolue. Le paragraphe 66 de la loi agraire est bref et clair : « Il est interdit aux citoyens des pays étrangers d'acheter de la terre ». Si les étrangers avaient obtenu des terres par d'autres modes d'acquisition de la propriété, ils devaient la céder à des citoyens lithuaniens dans un délai de 4 ans du jour de l'acquisition. Le paragraphe 66 est atténué par le paragraphe 68 de la même loi qui décide que les étranger peuvent, avec la permission du Conseil des Ministres, acheter des terrains dans la région urbaine. Certes, il faut des démarches, des formalités, mais cela ne compte pas pour celui qui sait mener son affaire et surtout pour le représentant des « grands intérêts ». Peu importe la taille de la fissure pouvu qu'elle existe... Puisque les grands n'ont pas d'ordinaire de petits intérêts et les peüts de

grands, il est donc préférable de ne pas permettre aux étrangers d'acquérir des biens immobiliers afin d'éviter des ennuis pour l'avenir. Il en va tout différemment quand il s'agit de permettre aux étrangers d'affermir des terrains pour y organiser des champs modèles et pour y installer des entreprises industrielles.

SECTION II. — LES COTÉS POSITIFS DE LA LOI AGRAIRE ET DE SON EXÉCUTION.

La loi sur la réforme agraire a détruit les grandes propriétés. A leur place sont apparues des petites propriétés, plus productives et plus rémunératrices. Si les petites exploitations sont en général plus productives que les grandes, elles présentent en Lithuanie encore d'autres avantages pour des motifs déjà mentionnés.

La grande propriété lithuanienne n'a jamais été exploitée intensivement à cause du manque de machines agricoles et de la main d'œuvre salariée. Le travailleur agricole touchait un salaire très bas et ne travaillait que ce qu'il était indispensable pour ne pas être congédié. Il cultivait mal et ne récoltait pas mieux. Il ne se donnait pas la peine de reconnaître le sol ou le sous-sol afin d'adapter l'exploitation aux nécessités. La surveillance ne pouvait pas être exercée étant donné le nombre d'ouvriers. Cette surveillance était salariée elle-même et n'était pas beaucoup plus dévoué à son chef que les simples manœuvres. Le régisseur expliquait à son maître, chapeau bas et avec persuasion, les causes de l'insuccès et ce dernier, qui était complètement profane en cette matière, l'approuvait invariablement. D'autre part, un nombre important de grands propriétaires terriens n'habitait pas leurs domaines, le paysage idyllique des environs étant trop monotone. Les régisseurs étaient d'autant plus libres et l'exploitation enregistrait encore plus d'insuccès.

Les régisseurs s'enrichissaient et les grands propriétaires vendaient tous les ans un peu plus de leurs terres. Vauters (A.) a fait le calcul, il trouve que les grandes propriétés diminuaient annuellement de 14.000 hectares. Elles étaient achetées par des cultivateurs des environs et les Lithuaniens revenus d'Amérique.

Le cultivateur lithuanien, au contraire du grand propriétaire foncier, modèle ses besoins sur ses ressources. Les « besoins » du grand propriétaire étaient tellement importants qu'il ne vendait pas seulement ses terres, mais, le bois étant encore plus facile à vendre que la terre, il détruisait ses forêts. La nationalisation de 506.000 hectares de forêts privées (dont 38.670 hectares provenaient des forêts des majorats) compensera peut-être, en partie, les dommages causés à l'économie par les grands propriétaires fonciers et l'occupation allemande. A la compensation des dommages causés à la collectivité s'ajoutera encore, d'une manière positive, l'exploitation de nombreuses tourbières qui n'a commencé que du jour de leur nationalisation.

12.310 hectares de terre sont réservés aux besoins de l'agriculture modèle. 8.477 hectares sont affermés et 3.833 hectares sont exploités par des administrations. Y sont installées des exploitations de semences sélectionnées, des élevages d'animaux de race, des champs d'essai, des dépôts de machines agricoles à l'usage des agriculteurs des environs, des écoles d'agriculture, etc.

Il faut ajouter aux conséquences économiques positives de la réforme agraire les travaux de réorganisation terrienne. De 1919 à 1936, 5.056 villages ont été morcelés en 115.917 exploitations autonomes d'une superficie totale de 1.279.500 hectares. On a supprimé les dérayures, enclaves, les lots disséminés, les pâturages en commun et les servitudes. 28.154 hectares de terres, provenant du fonds de la réforme agraire, ont été dis-

tribués aux cultivateurs en compensation des servitudes liquidées. En outre, on a complété les terres de petits propriétaires de la superficie nécessaire pour que leur propriété atteigne l'étendue limite exigée rationnellement au point de vue agricole, c'est-à-dire de manière à permettre une culture intensive.

Au 1^{er} Juillet 1936, on avait créé 45.894 nouvelles unités dans la région rurale et dans la région urbaine. 25.032 avaient été arrondies. Au total 70.926 exploitations. En supposant une moyenne de 6 membres par famille, on arrive à 425.556 personnes installées, ce qui constitue environ 1/5 de toute la population. Celui qui ne possédait que peu de terre et celui qui n'en possédait pas du tout, qui auparavant étaient abêtis — sont devenus des cultivateurs zélés, énergiques, sûrs d'eux-mêmes et confiants en leur sort. Ils possèdent plus que leur chemise et leur casquette. Le paysan sain, élevé et discipliné par la nature donne beaucoup à l'Etat et lui réclame peu. Les magnats de la terre ont perdu la force économique et politique, dont ils se servaient avec acharnement contre l'Etat. L'Etat ne pouvait avoir ni de motif économique, ni de motif politique de sauvegarder par des remèdes artificiels les 40 % du sol appartenant à 0,32 % de la population quand le quart de la population devait se résigner à végéter sans un lopin de terre ou à tenter le sort pénible de l'émigrant.

L'inégalité sociale existant entre les individus a été supprimée dans la mesure du possible. A cause du manque de terre près de 30.000 habitants possédant peu de terre ou qui en sont complètement dépourvus, n'ont pas pu en obtenir. Ils devront attendre que la Banque Foncière effectue le transfert des terres des grands propriétés hypothéquées aux organes de la réforme agraire. Les grands propriétaires, qui continuent à régler leurs res-

sources sur leurs besoins, ne tarderont pas à le leur permettre.

La réforme agraire a permis d'éviter les troubles bolcheviks. La grande propriété n'y aurait vraiment pas gagné grand'chose. D'autre part, elle a accéléré l'affermissement de l'élément national dans les grandes propriétés. Je dis accéléré puisque de toute façon celles-ci n'auraient pas subsisté longtemps encore : les terres appartenant aux Polonais et qui constituaient 66,36 % de toute l'étendue destinée à la réforme agraire auraient été vendues dans quelques 50 ans jusqu'au dernier hectare.

Tout militaire ne possédant que peu de terre ou n'en possédant pas du tout savait que lui ou sa famille en obtiendrait, puisqu'on l'avait promis. La loi sur la réforme agraire a tenu parole. Il est vrai que les lots qu'ils avaient reçus n'étaient guère plus grands que ceux obtenus par les autres citoyens dans la même situation foncière, mais l'Etat leur a accordé de secours pour s'installer sur les terrains et octroyés quelques petits privilèges dans les autres domaines.

En terminant les côtés positifs de la réforme agraire, il faudrait noter la sauvegarde des richesses historiques et la renationalisation des appellations des grandes propriétés.

Le paragraphe 72 protège les châteaux et palais situés dans les anciennes seigneuries. Les étendues de terre nécessaires peuvent être ou entretenues par l'Etat lui-même, ou données à des institutions publiques, ou à des sociétés scientifiques et d'enseignement. Le texte primitif du paragraphe 72 était plus strict et interdisait à l'ancien ou futur propriétaire d'abattre les arbres des parcs sans autorisation spéciale du Ministère de l'Agriculture. Cette interdiction a été abolie le 16 Avril 1930.

De nombreuses propriétés avaient une dénomination sclavisée. Le peuple se servait des anciennes forme « améliorée ». La loi sur la réforme agraire a « relithuanisé » les noms déformés des dits lieux. Les noms rectifiés sont approuvés par les Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur.

*
**

Les côtés négatifs de la loi sur la réforme agraire et de son exécution étaient : l'insuffisance de précision de la loi concernant les biens expropriés, trop de tolérance pour les spéculations des grands propriétaires terriens sur les terres de l'Etat, l'inutilité au point de vue général de la série des lois ultérieures favorables aux grands propriétaires, le retard inexplicable apporté au paiement des indemnités d'expropriation et le remboursement de 40 % de toute l'étendue indemnisable pendant les années de crise, le fait de s'être écarté des superficies rationnelles au point de vue de l'exploitation agraire, les défauts dans le choix des candidats influencés par les circonstances politiques, la lacune dans le système judiciaire qui n'existe pas, le Tribunal Administratif, laquelle pouvait emporter les actes irréguliers des fonctionnaires de tout organe de la réforme agraire et la question de l'acquisition de biens immobiliers des étrangers.

Parmi les côtés positifs de la loi sur la réforme agraire et de son exécution, il convient de mentionner : la suppression des grandes propriétés qui n'étaient pas bonnes économiquement ainsi que la mauvaise exploitation de leurs propriétaires, l'arrêt dans le gaspillage des forêts et le commencement de leur exploitation selon les nécessités de l'économie collective, le début de l'exploitation des nombreuses tourbières, la création d'une série

d'institutions chargées du relèvement du niveau de l'agriculture, le remplacement des villages par des exploitations autonomes condition essentielle de l'exploitation agricole intensive, la suppression dans la mesure du possible des inégalités sociales entre les habitants, la possibilité d'éviter les troubles bolchevicks, le renforcement de l'élément national et la réalisation des promesses aux volontaires militaires.

La question agraire devait être résolue. Si la réforme elle-même comportait des imperfections, il est impossible de les mettre en balance avec ses avantages. 99,68 % des habitants sont pleinement satisfaits. Je serais enclin à croire qu'un certain pourcentage parmi les grands propriétaires terriens en est également content, car parmi eux il en existe, lithuaniens et étrangers, qui voient un peu plus loins que leurs intérêts personnels immédiats.

Au cours de l'histoire, toutes sortes de mesures ont été inventées qui obligèrent le Lithuanien à abandonner ses terres et à émigrer en Sibérie ou vers le centre de la Russie d'Europe, tandis que les Russes étaient amenés en Lithuanie. Pour dénationaliser le pays, les Polonais employaient une autre méthode : les seigneurs polonais échangeaient leurs gens contre ceux des seigneurs en Pologne. Les Lithuaniens étaient envoyés en Pologne afin d'être lpolonisés et les Polonais venaient poloniser la Lithuanie. Si de jure cette politique de polonisation n'était pas organisée ouvertement, de facto elle était pratiquée d'une façon courante. Il semble qu'étant donné cet état de chose, les dispositions générales sur la réorganisation terrienne sont insuffisantes pour dédommager les personnes de nationalité et surtout celles d'origine lithuanienne.

CONCLUSION

Au point de vue du partage des terres, la réforme agraire est presque terminée. Les chiffres donnés dans cette thèse sont sensiblement ceux que l'on pourra indiquer quand le point final sera posé. Pour les autres objectifs de la réforme, il faudra plus longtemps.

L'intérêt de la poignée des grands propriétaires terriens a été sacrifié à l'amélioration du sort du peuple entier, et la réforme agraire s'est acquittée envers eux : le grand propriétaire possède maintenant un lot de terre qui suffit à la subsistance et il peut vivre sur elle sans inquiétude. Il n'y a pour lui aucune utilité à posséder (comme cela existe surtout dans la partie est de la Pologne) de grandes étendues de terres qui ne rapportent pas grand'chose, des meutes de chiens affamés, des maisons « fortifiées ». La main d'une justice économique, sociale ou politique ne le recherche pas pour le punir.

On est pas près d'une nouvelle réforme agraire qui laisserait par exemple 50 hectares : on ne compte que 45 habitants au kilomètre carré, l'accroissement annuel de la population est de 1,15 % et il y a encore beaucoup d'espace à livrer la culture plus intensive. Nous ne sommes qu'à mi-chemin du temps où la terre donnera un rendement décroissant. Le cultivateur, le mieux partagé, ne se soucie guère d'une nouvelle réforme agraire.

Et c'est bien, car une situation incertaine nuirait à la production.

La comparaison entre les chiffres anciens et les chiffres actuels contribuerait à faire ressortir les résultats de la réforme. Pour la Lithuanie une telle comparaison est impossible comme pour les autres Etats nouvellement créés, ou pour ceux qui ont subi des changements territoriaux capitaux. Etant privé de ces chiffres, je me contenterai de caractériser en quelques mots la condition moyenne d'une famille paysanne de 6 personnes en 1840, 1870, 1900 et 1930.

En 1840, la famille paysanne habite un taudis enfumé. Ce taudis est partagé avec les cochons, les lapins et les poules. Habillement primitif de fabrication domestique, chaussés d'écorce tressés. Le repas quotidien consiste en pain d'ivraie et de son, pommes de terre, et de la soupe immangeable. L'eau-de-vie est consommée en grande quantité. Chaque seigneurie possède une distillerie pour « ses besoins », moyen d'augmenter la productivité des serfs. Le serf passe la moitié de la nuit à la seigneurie. Aucune vie spirituelle. La polonisation de la campagne lithuanienne vient de la seigneurie et du presbytère.

En 1870, la famille paysanne habite une mesure enfumée. Elle partage une chambre unique avec les lapins et les poules. Presque tout le vêtement est de sa propre fabrication. Toujours chaussée d'écorce, rares sont ceux qui possèdent des chaussures. A ces privilèges, une paire suffit pour toute leur vie. La nourriture est meilleure, car on mélange déjà du seigle à l'ivraie. Le paysan cultive plus de pommes de terre. Il saigne un porc, le dimanche il s'offre le luxe d'une tasse de lait avec du pain. L'ivresse diminue, car avec l'abolition du servage disparaît pour les seigneurs l'intérêt d'accroître, grâce à l'alcool, « le rendement du travail ». Pour s'éclair-

rer, on utilise des sortes de longues allumettes en bois qu'on fichait allumées dans un trou. Les instruments agricoles moins primitifs apparaissent. Le battage des céréales se fait avec des fléaux et dure un mois et demi. Une école unique existe pour chaque arrodissement, l'instituteur soigneusement choisi pour coopérer à la russification. La seigneurie et le presbytère sont encore les foyers de la polonisation. La presse lithuanienne interdite parvient rarement à la campagne.

En 1900, la famille paysanne a presque complètement abandonné la mesure enfumée. L'habitation comprenant 2-3 chambres est devenue fréquente. Il n'y a plus de lapins, mais la poule passe l'hiver avec la famille. L'habillement n'est plus fabriqué à la maison que partiellement. Mêmes chaussures rudimentaires, mais souvent le cuir remplace l'écorce. Chacun use quelques paires de souliers. Le pain est de seigle pur. La soupe plus mangeable. Le paysan saigne en moyenne 3 cochons et consomme quelques kilogrammes de beurre par an. Il s'éclaire au pétrole. Les outils se perfectionnent, on voit même quelques machines. Les céréales sont battues par une batteuse à cheval en une semaine et demie. Le développement de l'instruction est encore interdit. L'instituteur russe russifie, le seigneur et le curé polonisent. Le paysan va plus rament à l'église et plutôt en prison pour avoir lu des livres lithuaniens. On fonde à la campagne une école lithuanienne secrète.

En 1930, la famille paysanne ne connaît plus de maisons enfumées. Elles se composent ordinairement de 2 à 4 chambres. A de très rares exceptions près l'habillement n'est plus de fabrication domestique. Le paysan met pour le travail la même chaussure primitive de cuir, ou le sabot, ou les chaussures modernes. Il mange le pain de seigle, le pain de méteil ou le pain blanc. Il saigne, en moyenne, un porc par personne, tue souvent des bêtes

à cornes, veaux, oies, etc. Il se sert sur une grande échelle des produits laitiers. La lampe à pétrole est de plus grande taille. La question de l'électrification est agitée et dans quelques années elle sera réalisée. Il existe bien plus de machines agricoles, mais toujours en nombre insuffisant. La vie intellectuelle n'est pas comparable à celle de 1900. Tout village, un peu grand, possède son école primaire, les écoles d'agriculture sont accessibles à tout le monde, des cours du soir sur l'agriculture sont bien organisés, les jeunes cultivateurs sont rassemblés par les agronomes en petits groupes, des journaux spéciaux, bon marché, répandent des connaissances agricoles et renseignent sur toutes les questions courantes de l'agriculture, cette presse est riche en suppléments gratuits et en primes variées.

Cet examen rétrospectif de la vie du paysan du temps du servage, temps de splendeur de la grande propriété privée jusqu'à nos jours et principalement jusqu'à l'application de la réforme agraire est un tableau vivant qui montre les supériorités de la petite propriété sur la grande. Pour le plus obscur des pays, il est clair que son bien-être a augmenté avec le déclin du grand propriétaire terrien. S'il trouve que son sort est rude, il ne l'impute pas à l'exécution de la réforme agraire. Il se plaint au contraire de son insuffisance. La vie du paysan est devenue plus facile malgré l'accroissement de ses besoins. Le nombre des paysans a augmenté aussi, car l'émigration a cessé presque complètement : avant guerre près de 1,22 % de la population totale émigrerait, en 1936 le taux est tombé à 0,07 %.

Au temps de la grande culture le paysan vivait misérable. Il garde de cette exploitation un souvenir vivace. Le seigneur « conduisait bien » l'exploitation agricole au temps du servage, plus tard il vendit ses terres. Le Russe poursuivait ses buts, construisait des caba-

rets et des prisons. Ainsi le paysan n'a aucun désir d'échnager ce qu'il possède aujourd'hui contre ce qu'il avait hier, et encore moins contre ce qui lui appartenait avant la réforme agraire. D'autre part on peut espérer de meilleurs résultats encore quand le stade provisoire sera passé et que le nouveau propriétaire sera installé définitivement. Il est vrai qu'il n'a pas toujours pu garder tout ce que la réforme lui avait octroyé, mais les miettes, qu'il a dû abandonner, n'ont pas fait retour à de grande propriété.

Après la réalisation de la réforme agraire toute l'étendue agricole se répartit comme suit : 10,41 % d'unités agricoles d'une superficie moyenne de 4,52 hectares, 55,76 % de 15,11 hectares, 27,50 % de 43,50 hectares et finalement 6,33 % de 170,64 hectares. De sorte que la superficie moyenne de l'unité agricole est de 15,03 hectares. Elle est exploitable par une famille et elle est capable de la faire vivre. J'ai laissé intentionnellement de côté les propriétaires de lopins de terres puisqu'ils ne constituent pas d'exploitation agricole au vrai sens du mot.

La suppression de la grande propriété atténuaît l'acuité de la question de l'échange des produits agricoles sur le marché intérieur. En Pologne le grand propriétaire terrien a trop de produits agricoles et le paysan se nourrit de pommes de terre, puisque le premier ne peut pas vendre moins cher et le second ne peut pas les acheter. Il en résulte une nourriture insuffisante et un mécontentement. Une telle organisation économique est dangereuse pour l'Etat.

La réforme agraire a donné du travail et du pain au 1/5 de la population, a renforcé l'Etat économiquement et politiquement. Elle a apporté de la confiance dans l'avenir. Il est vrai que les premières années, qui suivent l'installation des nouveaux cultivateurs, sont dures en

raison de l'insuffisance des secours et crédits, mais il n'y a pas d'autre issue si l'on souhaite de ne pas rester fermier de ses propres terres. Le Lithuanien a trop souffert pour les acquérir pour ne pas chercher des crédits faciles à l'étranger.

Vliebergh (E.) dit que l'Etat est plus qu'un chien de garde ou un gendarme. Cette tâche coûte à l'Etat une dépense annuelle d'environ 28.000.000 francs. A notre échelle cela constitue près de 2,75 % du budget de l'Etat. La réforme agraire a déjà rendu et dans l'avenir surtout remboursera les dépenses qu'elle a causées.

Vu. Nancy, le 26 mai 1937.

Le Président de thèse,

F. DE MENTHON

Vu. Nancy, le 28 mai 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 31 mai 1937.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

L. BRUNTZ

BIBLIOGRAPHIE

1. Journal Officiel, Kaunas, 1919-1936.
 2. Loi de réforme agraire, Kaunas, 1936.
 3. Bulletin statistique de Lithuanie, Kaunas, 1935.
 4. ELSBERGAS (S.). — La réforme agraire lithuanienne, Kaunas, 1935.
 5. RIMKA (A.). — La grande et la petite culture, Kaunas, 1920.
 6. ŠALCIUS (P.). — Les fondements de l'économie, Kaunas, 1933.
 7. ALEKSA (J.). — Le village lithuanien et l'agriculture, Kaunas, 1925.
 8. KUBILIUS (A.). — Les perspectives de l'agriculture lithuanienne, Kaunas, 1930.
 9. BIELECKINAS (S.). — Le droit privé, Kaunas, 1928.
 10. AEREBOE (F.). — Le politique agraire, Berlin, 1928.
 11. REBOUD (P.). — Précis d'économie politique, Paris, 1932.
 12. VAUTERS (A.). — La réforme agraire en Europe, Bruxelles, 1928.
 13. VLIEBERGH (E.). — Eléments d'économie rurale, Brasschaet, 1922.
 14. PERROUX (F.). — Les réformes agraires en Europe (reproduction sténographique), Lyon, 1934.
 15. JOUSSE (P.). — Les tendances des réformes agraires dans l'Europe centrale, l'Europe orientale et l'Europe méridionale (la thèse), Niort, 1925.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE I. — Les causes de la réforme agraire	5
SECTION I. — Généralités	5
SECTION II. — En Lithuanie	13
CHAPITRE II. — Les lois et travaux préparatoires de la réforme agraire	21
SECTION I. — Lois préparatoires	21
SECTION II. — Travaux préparatoires	24
CHAPITRE III. — Les organes compétents pour l'application de la réforme	27
SECTION I. — Organes centraux	27
SECTION II. — Organes locaux	30
CHAPITRE IV. — L'expropriation des biens immo- biliers	37
SECTION I. — Terres appartenant à l'Etat	37
SECTION II. — Terres ecclésiastiques	38
SECTION III. — Biens immobiliers privés ..	40

ARTICLE PREMIER. — Forêts, biens du sous-sol, eaux	40
ART. 2. — Terres acquises sous forme de majorats ou par d'autres privilèges en général	44
ART. 3. — Terres privées non privilé- giées	47
Paragraphe 1. — Expropriation pé- nale	47
Paragraphe 2. — Expropriation ci- vile	48
Paragraphe 3. — Procédure d'ex- propriation	55
 CHAPITRE V. — L'indemnité allouée pour les biens immobiliers expropriés	 63
SECTION I. — La question du principe de l'indemnité	63
ARTICLE PREMIER. — A l'étranger	63
ART. 2. — En Lithuanie	66
SECTION II. — La question de l'indemnité effective	67
ARTICLE PREMIER. — Taux de l'indem- nité fixé par la loi agraire	67
ART. 2. — L'indemnité selon les lois ultérieures	71
ART. 3. — Cas où il n'y a pas lieu à indemnité	73
 CHAPITRE VI. — Le partage des terres	 75
SECTION I. — Les bénéficiaires	75
SECTION II. — Superficie accordée	80

ARTICLE PREMIER. — Dans la région rurale	80
ART. 2. — Dans la région urbaine	84
SECTION III. — Les conditions d'obtention	86
ARTICLE PREMIER. — Paiements de rachat pour la terre reçue	86
ART. 2. — Restriction à la libre disposition de la terre reçue	91
CHAPITRE VII. — Les crédits aux bénéficiaires de la réforme	97
SECTION I. — Le crédit accorédé par les organes de la réforme agraire	97
SECTION II. — Le crédit accordé par les établissements de crédit	102
CHAPITRE VIII. — Quelques observations sur la loi agraire	107
SECTION I. — Les côtés négatifs de la loi agraire et de son exécution	107
SECTION II. — Les côtés positifs de la loi agraire et de son exécution	113
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	125



